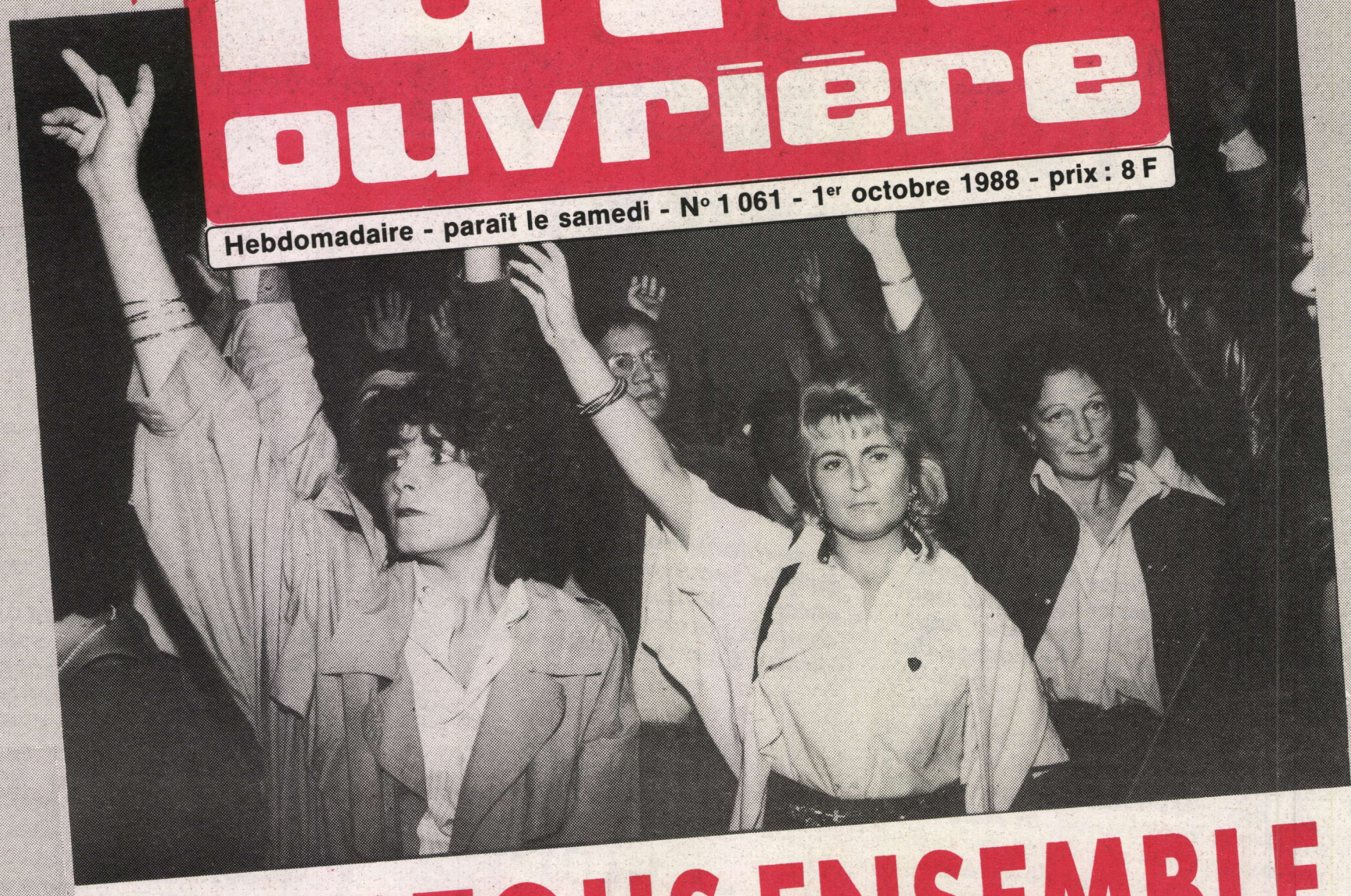
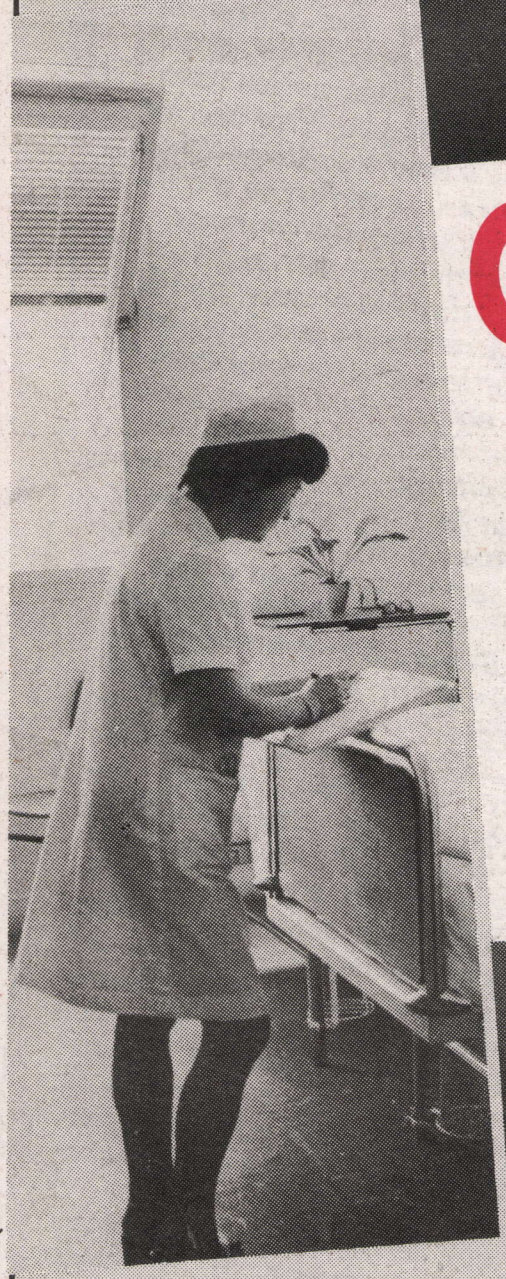
M 6189 - 1061 - 8,00 F
3796189008001 10610
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 061 - 1er octobre 1988 - prix : 8 F

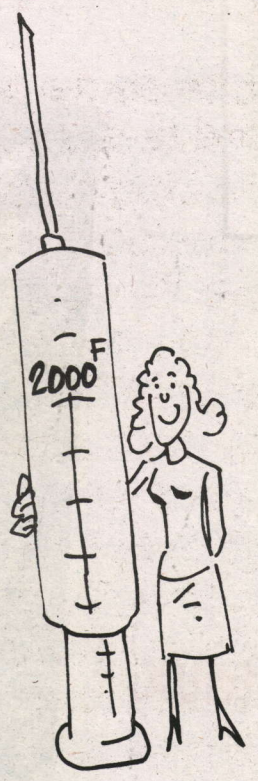


télé, hôpitaux, ... secteur privé ?



C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT BRISER LE BLOCAGE DES SALAIRES !

C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT BRISER LE BLOCAGE DES SALAIRES



L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Avec la grève des chaînes publiques de télévision et de radio, dont les journalistes vedettes nous expliquent d'ordinaire que le blocage des salaires est une nécessité économique, le vide des écrans et la musique des programmes minimums sont venus nous rappeler qu'il n'y a pas que des présentatrices grassement payées à la télévision. Ils rappellent surtout que les employés, les techniciens, les bas salaires de la télévision et de la radio en ont, eux aussi, ras le bol du blocage des salaires, ras le bol de la diminution de leur pouvoir d'achat. Pour obtenir notamment une augmentation de leurs salaires, ils se sont mis en grève. Et ils ont raison. Comme ont raison les infirmières des hôpitaux qui ont fait grève et manifesté le 29 septembre, et qui recommenceront les 6 et 7 octobre.

Bien sûr, les patrons des chaînes évoquent les «intérêts de l'entreprise», la «compétitivité» avec les autres chaînes, ou encore l'intérêt du service public, pour refuser une véritable augmentation des salaires. Et il se trouve évidemment des responsables syndicaux pour expliquer que la télévision publique, c'est spécial, qu'il faut être responsable et savoir terminer la grève.

Sans doute nombre d'infirmières pensent que leur problème est, aussi, un problème spécial et que c'est par la «revalorisation» de leur profession qu'elles pourront le régler. Et là encore, nombreux sont ceux, y compris parmi les responsables syndicaux, pour les faire penser de cette manière. N'empêche : les bas salaires de la télévision publique réclament une augmentation de 1 500 F de leurs salaires ; et parmi les revendications des infirmières, il y a celle d'une augmentation de 2 000 F de leur salaire.

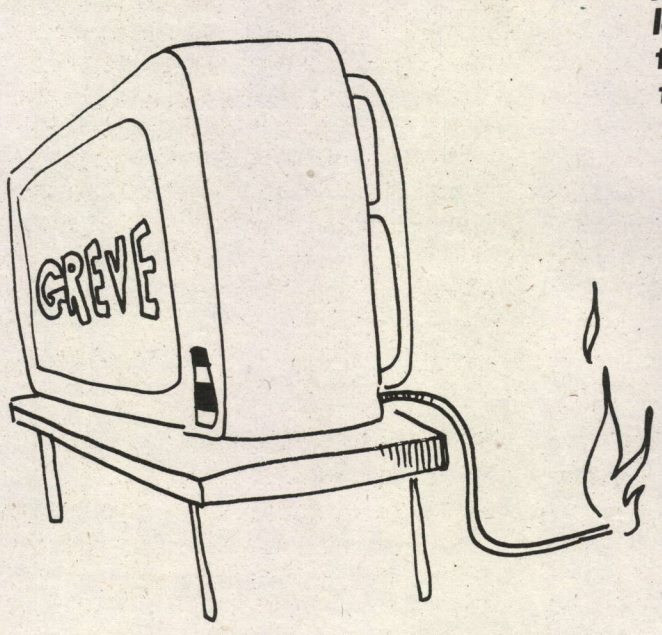
Et ce n'est pas pour rien que, dans ces deux secteurs que l'on s'efforce de présenter comme «spéciaux», les travailleurs se retrouvent sur des revendications similaires aux revendications des grévistes de Michelin et de la SNECMA, qui luttaient le printemps dernier pour une augmentation de 1 500 F, et de ceux de Chausson, qui revendiquaient 1 000 F pour tous. Parce que les travailleurs de la télévision, comme ceux de la santé, comme tous les travailleurs du public comme du privé, subissent le même blocage des salaires. Et, depuis six ans que les salaires sont bloqués, c'est 1 000, 1 500, 2 000 F qui manquent sur chaque paye de travailleur, même simplement pour retrouver le pouvoir d'achat de 1982.

Nous sommes tous dans le même bain. C'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est victime d'une politique systématique visant à abaisser le pouvoir d'achat des salaires. C'est grâce à cet abaissement général des salaires que les entreprises privées dégagent des profits plus élevés que jamais, sans même se donner la peine de produire ou d'investir davantage – ou si peu. C'est grâce aux économies réalisées sur les salaires du secteur public que l'Etat accroît les sommes qu'il met à la disposition de la bourgeoisie, sous forme d'allégements fiscaux et de subventions.

L'Etat-patron ne veut pas augmenter les salaires dans le secteur public, pour ne pas être accusé par le patronat de donner le mauvais exemple. Il ne veut pas embaucher, là où pourtant ce serait nécessaire, à la SNCF, dans les hôpitaux, ou dans l'enseignement, car le patronat privé veut toujours plus d'argent pour lui, même si le service public en crève.

Pour qu'il cède, et les patrons du privé avec, il faut qu'ils sentent que la lutte menace de ne pas se cantonner à telle catégorie du service public ou telle autre, ni même au service public dans son ensemble, mais au contraire qu'elle menace de déborder les catégories, de se généraliser et devenir une lutte de tous les travailleurs pour leur pouvoir d'achat. Lorsque le gouvernement se trouve face à une seule catégorie, même déterminée, même «bien placée» comme les pilotes de l'Airbus, le gouvernement peut se permettre le dédain. Il ne pourrait pas se le permettre face à une lutte qui se généralise.

Il faut que les luttes des travailleurs s'unifient. La revendication d'une augmentation de 1 500 ou de 2 000 F des salaires apparaît clairement, dans les luttes qui se mènent, comme une revendication commune à tous. C'est en se battant nombreux, côte à côte, pour ces revendications, que les travailleurs changeront du tout au tout le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière.



LE CINEMA ELECTORAL NE FAIT PAS RECETTE

Difficile de ne pas être d'accord là-dessus : pour tous les commentateurs, quelle que soit leur couleur politique, la victoire la plus marquante du premier tour des cantonales aura été celle du parti abstentionniste, avec 51 %.

Fatigue de l'électorat face à la multiplicité des consultations électorales, absence d'enjeu politique – la droite et la gauche se relayant au gouvernement pour faire en gros la même politique, cherchant même, sous le vocable de «l'ouverture», la collaboration –, fort abstentionnisme en général à l'élection de conseillers généraux, peu contrôlables par la population et disposant de pouvoirs limités : autant de raisons dont on ne saurait estimer la part respective dans le pourcentage final.

Mais, en dehors du taux des abstentions, la plupart des commentateurs ont estimé que ces élections avaient été marquées par une remontée du PCF et une baisse du Front National. Certains, pour ressortir une fois encore leur théorie des «vases communicants» entre les extrêmes.

LE PEN VICTIME DE SES CALEMBOURS ?

Le Front National, qui n'était pas présent aux cantonales de 1982, mais avait recueilli 8,9 % à celles de 1985, n'en compte plus aujourd'hui que 5,4 %. Il a fait une chute spectaculaire à Marseille en particulier, là où il a scissionné et où la guerre entre les notables locaux et le président du Front National, Le Pen lui-même, est la plus ouverte.

Paye-t-il, comme on l'a entendu dire par nombre de commentateurs, le prix du dernier calembour de Le Pen ? Rien n'est moins sûr, car on ne comprendrait pas pourquoi ses précédentes petites phrases à scandale n'avaient pas eu les mêmes effets sur les scrutins précédents, eux qui marquaient tous une progression du Front National d'une fois sur l'autre. La chute d'aujourd'hui – toute relative – est vraisemblablement bien plus due à la guerre des notables au sein de l'extrême-droite et à la rivalité des notables de la droite traditionnelle, qui lui dispute son électorat et exploite ses dissensions, qu'à une prise de conscience de la nocivité du racisme des tenants du Front National.

LE REDRESSEMENT DU PCF : PAS SI EVIDENT

Quant à la direction du PCF, mise en difficulté depuis plusieurs années par la chute de ses scores électoraux, elle a choisi de considérer les résultats du premier tour des cantonales comme la preuve que *«le redressement du Parti Communiste se poursuit»*. C'est en tout cas ce qu'a déclaré Georges Marchais au soir même du scrutin.

Certes le PCF, qui avait obtenu 6,8 % aux présidentielles, puis 11,4 % aux législatives, et aujourd'hui 13,4 %, peut parler de progression d'un scrutin sur l'autre. Mais, pour en tirer la conclusion qu'il tire, encore faut-il faire abstraction de la différence des consultations et ne pas regarder de trop près les précédents résultats des cantonales. Car si l'on compare avec ces derniers, la progression est moins évidente : 12,5 % en 1985 et 15,9 % en 1982 (c'est-à-dire dans les mêmes circonscriptions qu'aujourd'hui, le renouvellement des conseillers généraux se faisant tous les six ans et les élections ayant lieu tous les trois ans pour la moitié des départements).

La «chute» comme la «remontée» pourraient être très liées en fait au type d'élection. Et la direction du PCF, qui avait habitué son électorat à voter Mitterrand dès le premier tour aux présidentielles, a payé cette politique d'«Union de la Gauche» bien plus cher précisément à ce scrutin qu'aux autres types de consultations électorales.

Il est vrai qu'il n'y a pas que la direction du PCF qui parle aujourd'hui de remontée pour ce parti. Il y a aussi tous ces journalistes qui, prenant leurs désirs pour des réalités, prédisaient l'inéluctabilité de son déclin. La «remontée» du PCF, dont ils parlent aujourd'hui, se mesure plus par rapport à leurs prédictions que par rapport à la réalité objective. Et puis il y a aussi la droite, qui cherche à prouver que c'est le Parti Socialiste qui favorise la remontée du PCF, en refaisant, contrairement à ses promesses «d'ouverture», l'Union de la Gauche, et qui a besoin d'un épouvantail à agiter face à cet électorat de droite qui avait été attiré – notamment au moment des présidentielles – par la candidature d'un Mitterrand considéré comme capable de gouverner au centre.

Toutes les conclusions tirées par ces gens-là, à l'issue du premier tour des cantonales, sont surtout destinées à tenter de remobiliser leur électorat pour le second tour, pour rafler le maximum de postes de conseillers généraux, en attendant la prochaine bataille électorale des municipales. Les lamentations sur l'abstentionnisme et la «dépolitisation», c'est d'abord pour faire le plein des voix pour le dimanche 2 octobre !

Quant au regroupement ou pas des scrutins, à la réforme du système électoral agités pour la circonstance, ils ne vont pas à l'encontre de la préoccupation essentielle des politiciens professionnels de la bourgeoisie : la chasse aux sièges en tous genres.

Force est de constater que, pas plus au second tour de ses cantonales qu'au premier, il n'y a d'enjeu réel pour les travailleurs, ni donc d'utilité à aller voter pour qui que ce soit.

Louis GUILBERT

LAUREL ET HARDY

Aux USA, le match pour la future élection présidentielle ne passionne pas les foules. Les deux candidats sont ternes, falots, sans humour, et proposent la même politique. On comprend ça, en France, où on ne parvient plus, depuis des années, à distinguer la gauche de la droite.

On a quand même un petit avantage sur les Américains, et un moyen de s'y reconnaître : Rocard, c'est le maigre, et Barre, c'est le gros.

(AFP)

LA JOURNÉE DU 29 SEPTEMBRE DANS

À PARIS, UNE MANIFESTATION DE PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS D'INFIRMIÈRES

La journée de grève et de manifestation des infirmières, jeudi 29 septembre, a été un succès. A Paris, c'est plusieurs dizaines de milliers d'infirmières qui ont défilé de Montparnasse au ministère de la Santé.

En tête, sous la grande banderole de la «Coordination des Infirmières», plusieurs rangs serrés d'infirmières en blouse blanche menaient le cortège en scandant des slogans : *«Infirmières débordées, malades en danger» ; «Infirmières en colère, y'en marre de la galère» ; «Infirmières sous-payées, profession en danger» ; «Nous sommes dans la rue pour avoir un statut».* Les slogans étaient bien repris par un cortège jeune, dynamique et bon enfant à la fois.

D'innombrables banderoles représentaient les grands hôpitaux de Paris et de sa banlieue, mais aussi quelques hôpitaux de province, Tours par exemple, des cliniques privées, des écoles d'infirmières. On pouvait voir aussi les banderoles d'une «coordination d'anesthésistes», une autre d'une «coordination de kinésithérapeutes». Mais, de toute évidence, les infirmières représentaient la quasi-totalité de la manifestation.

Que les salaires préoccupent les infirmières, on le voyait par de nombreuses banderoles telles que *«Bac + 3 = 5 800 F, les mini-prix ne font plus le maximum»* ou *«La vocation, c'est bien mignon ; mais pour le pognon, c'est pas folichon».* Mais la coordination avait choisi de n'évoquer le problème des salaires que sous forme de la *«revalorisation de la profession».*

Ainsi, la revendication des 2 000 F, qui faisait pourtant partie des revendications ces dernières semaines, n'était plus sur la liste des slogans donnés par la coordination. Une infirmière, qui demandait à la sono de lancer ce slogan, s'est vu opposer un refus ; la revendication des 2 000 F n'apparaissait qu'en de rares endroits. C'était le cas dans le cortège de l'hôpital Sainte-Anne, regroupant quelque 300 infirmières, aides-soignants, ouvriers, derrière une banderole *«2 000 F par mois pour toutes les catégories».* C'était le cas aussi dans quelques autres cortèges, visiblement animés par des militants CGT ou CFDT. Ainsi, le cortège de l'hôpital Charles-Foix d'Ivry et celui d'Henri-Mondor criaient : *«2 000 F intégrés au salaire de base».* Mais il faut dire que l'ensemble des sigles syndicaux déclenchaient plutôt la réticence, si ce n'est l'hostilité : *«Les syndicats, derrière !».*

Quant à considérer que les revendications concernaient toutes les catégories de personnel, cela se heurtait à des réticences d'une partie des infirmières. Une banderole réclamant *«2 000 F et l'embauche pour toutes les catégories»,* tenue par des ouvriers en bleu de l'hôpital Beaujon, eut du mal à conquérir droit de cité, et la revendication *«2 000 F pour toutes les catégories»* de l'hôpital Sainte-Anne faisait exception.

De toute évidence, les initiateurs du mouvement des infirmières, et notamment la coordination qui en a pris l'initiative, voudraient que ce mouvement reste limité aux infirmières. Pourtant, une revendication comme celle de l'augmentation salariale de 2 000 F, non seulement concerne tout le monde, mais elle n'a de chances d'être obtenue que si elle devient l'affaire de tout le monde.

Est-ce pour cela que les organisateurs avaient choisi d'être discrets sur la question des salaires ? En tout cas, c'est une revendication qui tient certainement au cœur de bien des travailleurs dans les hôpitaux, à commencer par les infirmières elles-mêmes. Le mouvement ne fait que commencer, et on n'a certainement pas fini d'en parler !

Gamma

LES ÉCHOS DE QUELQUES HÔPITAUX

☐ *A L'HOPITAL SAINTE-ANNE (PARIS)*

La veille de la manifestation, une assemblée générale a approuvé un appel à la grève de toutes les catégories de personnel de l'hôpital, mettant en avant l'augmentation de 2 000 F pour tous. Dans les 50 personnes présentes à cette assemblée, le personnel non-infirmier, ouvrier notamment, était majoritaire. Les militants CFDT présents, qui estimaient au départ que le mouvement était «d'abord le mouvement des infirmières, les autres en solidarité», *ont décidé de manifester eux aussi derrière la banderole* «2 000 F par mois pour toutes les catégories». *Les militants CGT ont fait de même. Si bien que, dans la manifestation du 29, le cortège de Sainte-Anne comptait plus de 300 personnes derrière cette banderole. Seules, une dizaine d'infirmières hostiles au regroupement avec les autres catégories avaient préféré défiler séparément avec une banderole de leur service, sans slogan.*

☐ *A LA PITIE-SALPETRIERE (PARIS)*

Jeudi matin, c'est au total plus d'un millier de personnes qui sont parties de la Pitié-Salpétrière pour manifester, derrière des banderoles de différents services et celle de la «Coordination Infirmières».

La banderole du service Gentilini proclamait : «Personnel sous-payé, personnel exténué, 2 000 F de plus par mois et plus d'effectifs». *Plusieurs autres banderoles étaient signées :* «Infirmières et aides-soignantes». *Et parmi les grévistes, s'il y avait bien sûr beaucoup d'infirmières, il y avait aussi des aides-soignantes, des agents hospitaliers, manipulateurs-radio, anesthésistes et du personnel ouvrier.*

☐ *A L'HOPITAL BEAUJON (CLICHY - 92)*

A l'hôpital Beaujon, les réquisitions du personnel pour assurer le service minimum ont été organisées par la direction et la Coordination des Infirmières. Celle-ci a ouvert une permanence au sous-sol de l'hôpital, pour accueillir et renseigner les grévistes, et intervenir en cas de problème.

Le 29, les infirmières se sont déclarées en grève à 432 sur 525. 300 d'entre elles sont parties manifester.

Enfin, dans les autres catégories de personnel, c'est une trentaine de personnes qui sont parties manifester sous une banderole commune : «2 000 F et l'embauche pour toutes les catégories».

☐ *A L'HOPITAL DU KREMLIN-BICETRE (94)*

Le 29 au matin, une cinquantaine de personnes sont parties manifester avec la CGT, qui mettait en avant le problème des salaires. Les 300 infirmières, kinésithérapeutes et laborantins qui ont suivi des membres de la Coordination Infirmières étaient, eux, plus préoccupés de leur statut et de se distinguer des autres catégories. Plusieurs surveillantes faisaient partie du cortège.

☐ *A L'HOPITAL RAYMOND-POINCARE DE GARCHES (92)*

A l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, par exemple, la mobilisation s'est faite à l'appel de la CGT et de l'UNASSIF, association corporatiste des infirmières. 150 personnes sont parties manifester en car, toutes catégories de personnel confondues. Seuls, les services indispensables et les urgences ont été assurés à l'hôpital.

☐ *A L'HOPITAL SUD (BORDEAUX)*

Après une première réunion à 11, 40 infirmières se sont organisées en collectif infirmier afin de préparer la grève du 29 septembre pour les 2 000 F et les embauches.

Si une majorité, à l'assemblée générale, a choisi de s'organiser entre infirmières uniquement, certaines sont conscientes que les revendications principales sont communes à l'ensemble du personnel hospitalier et que nous ne pourrons gagner qu'ensemble. Certaines ont également envie que cette journée ne soit que le début d'un mouvement et commencent à en discuter dans les services.

D'autre part, une vingtaine de personnes ont mis sur pied un «Comité pour les 2 000 F pour toutes les catégories».

Ce comité a appelé tout le personnel à rejoindre la grève, par tracts diffusés partout, y compris dans les autres hôpitaux, et a même fait passer un communiqué dans le journal Sud-Ouest.

Affaire à suivre...

☐ *AU CHU DE BRABOIS (NANCY)*

Lundi 26, au CHU Brabois à Nancy, une assemblée générale du personnel réunissait près d'une centaine de personnes ; des infirmières, plusieurs surveillantes, mais aussi quelques aides-soignantes. Tout de suite le débat a porté sur la participation des autres soignants à cette journée. Après discussion, à l'unanimité moins trois voix et une abstention, l'assemblée s'est prononcée pour associer les autres catégories du personnel à la journée du 29.

Si pour le moment peu de monde croit réalisable la revendication d'une augmentation de salaire de 2 000 F, beaucoup se rendent bien compte que ce ne sont pas les infirmières à elles seules qui pourront l'obtenir.

Après avoir approuvé les revendications de la coordination parisienne, l'assemblée a élu un comité de préparation de douze personnes, comprenant deux aides-soignantes.

Grèves dans les services publics

LES HÔPITAUX

Une nouvelle grève le 6 octobre à l'appel de la Coordination d'Infirmières

A la fin de la manifestation parisienne, 10 membres de la «Coordination des Infirmières» ont été reçus par le directeur de cabinet du ministre de la Santé. Le résultat : des mots, mais rien de concret...

A 14 heures, le jeudi 29 septembre, 3 000 infirmières étaient présentes à l'assemblée appelée à la Bourse du Travail par la coordination, pour faire le compte rendu de la délégation. Elles ont voté pour une nouvelle grève le 6 octobre, pour faire pression sur les négociations en cours, ainsi que le 7 octobre pour discuter dans chaque hôpital du résultat des négociations. Enfin, le 8 octobre, sera créée une coordination nationale, avec des représentants élus de chaque coordination locale.

Au cours de l'assemblée, il y eut plusieurs interventions à propos de la revendication des 2 000 F, pour dire qu'il fallait entraîner le reste du personnel hospitalier. Mais, visiblement, ce n'était pas l'avis de la plupart des infirmières présentes.

Une «Coordination du personnel de la Santé» est créée

Après la manifestation, 250 personnes, représentant plus de 30 établissements, se sont réunies à la Bourse du Travail. Il y avait là des aides-soignants, des agents, des infirmières, des secrétaires médicales, des radios, des ambulanciers. L'autre coordination ne voulant représenter que les infirmières, cette assemblée a décidé de se former en «Coordination du personnel de la Santé» et de mobiliser l'ensemble des personnels sur les revendications suivantes :

- 2 000 F d'augmentation pour tous.
- Salaire minimum à 6 000 F.
- Le 13e mois.
- L'intégration des primes au salaire de base.

Un bureau s'est mis en place au volontariat. Il a lancé un appel à la grève du 6 octobre.

Dans les PTT à Paris

DEUX GRÈVES CONTRE LE MANQUE DE PERSONNEL

Mercredi 28 septembre, les préposés du 4e arrondissement, à la Poste du Louvre à Paris, se sont mis en grève. C'est l'annonce du déplacement, une fois de plus, de préposés d'un quartier à l'autre qui a fait déborder le vase. Car, avec le manque d'effectifs, il est de plus en plus fréquent qu'un grand nombre de quartiers soient sans facteur pour faire la tournée et qu'on déplace ceux-ci pour boucher les trous.

Les grévistes du 4e arrondissement ont entraîné aussitôt une partie des préposés des autres arrondissements desservis par la Poste du Louvre (1er, 2e, et 3e arrondissements) ainsi que des postiers d'autres services.

Mercredi et jeudi, la grève était minoritaire et les assemblées générales ne regroupaient qu'environ 200 personnes (sur un bureau d'environ 2 000 postiers, tous services réunis). Mais elle bloquait presque tout le trafic, et en tout cas gênait la direction, au point qu'elle a rapidement commencé à reculer. Ainsi, mercredi à 16 heures, la direction fit savoir qu'elle accordait 10 postes supplémentaires. A 18 heures elle annonça qu'elle nommerait début octobre 15 personnes de plus, au lieu de 10.

Le lendemain jeudi la grève continuait, la proposition paraissant insuffisante. Rien qu'à la distribution, les grévistes demandaient 40 personnes en plus, et sur l'ensemble du bureau c'est 120 personnes au moins qu'il faudrait.

D'autre part, parmi les grévistes, la Une du journal *VSD* (dont les paquets étaient parvenus à la distribution et qui affichait un salaire de postier à 8 900 F sous le titre *«Sommes-nous si mal payés ?»)* faisait beaucoup discuter parmi les préposés qui gagnent en réalité autour de 5 000 F.

L'assemblée générale fut houleuse, les responsables syndicaux disant qu'on ne pouvait pas obtenir plus, que la grève était trop minoritaire... Et l'un d'entre eux, en proposant de reprendre le travail, se fit siffler par une partie de l'assemblée.

Car bon nombre de grévistes pensaient qu'il ne fallait pas s'en arrêter là. Il fut finalement décidé de faire la tournée des services à 14 heures, pour essayer de renforcer le mouvement en convainquant d'autres de faire grève. Et à la nouvelle assemblée de l'après-midi (toujours d'environ 200 grévistes) la grève fut reconduite.

Et puis, jeudi après-midi, à la suite de la grève de la Poste du Louvre, les postiers du bureau central du 5e arrondissement se sont mis eux aussi en grève et ont fermé les portes du centre. Pour eux aussi, le problème est celui des effectifs, auquel s'est ajouté le mécontentement provoqué par la Une de *VSD* sur le salaire des postiers...

Correspondant LO

LA GRÈVE DANS L'AUDIOVISUEL

Le mouvement de grève déclenché par les journalistes d'Antenne 2 a fait tache d'huile en une semaine. Jeudi 29 septembre, toutes les sociétés du service audiovisuel public (à l'exception de *Radio France* Outremer touchée seulement le vendredi) étaient réunies dans une grève devenue massive. A FR3 le service minimum n'est plus assuré depuis le 26 septembre. Radio France, qui avait arrêté la grève, l'a reprise le 29. C'est ainsi que le 29 septembre aux bataillons de A2 et FR3 s'ajoutent ceux de Radio France et de RFI ainsi que les personnels de l'Institut national audiovisuel, de TDF (Télédiffusion de France) et de la SFP (la Société française de production).

Ce sont donc des milliers d'employés, de techniciens caméramen, standardistes, dactylos qui sont dans la grève et qui lui donnent un caractère massif et déterminé.

Les journalistes d'A2 sont partis en grève sur un coup de colère, scandalisés qu'ils étaient par le salaire de Christine Ockrent, alors qu'il n'y avait pas d'argent pour eux. Ils entendaient ainsi protester contre les disparités criantes de salaires entre des journalistes qui font le même travail et sont censés «collaborer» au sein d'une même rédaction. Ils sont entrés en grève parce qu'ils trouvaient «humiliant» d'être ainsi payés 3, voire 5 ou 10 fois moins que d'autres, à travail égal. Mais en entrant en grève, ils ont montré que même s'ils font figure de «nantis», ils ne sont – qu'ils en soient conscients ou pas – que des salariés comme les autres, et ils ont ouvert la porte à d'autres catégories de personnel qui, eux aussi, ont leurs problèmes de salaires...

Les journalistes d'A2 revendiquent essentiellement la fin de la disparité des salaires au sein d'une même chaîne, et parmi une même catégorie de personnel. Les journalistes de FR3 qui les ont rejoints, dénoncent, eux, le fait d'avoir des salaires plus bas que ceux d'A2 et ils revendiquent la fin des disparités au sein d'un même service public. L'intersyndicale à FR3 avance qu'un journaliste gagne en moyenne 4 400 F de moins qu'un journaliste à poste équivalent à A2, et un caméraman 2 500 F de moins.

Mais par la porte entrouverte par les journalistes, se sont engouffrées toutes les revendications des personnels des différentes chaînes publiques. Les obscurs, ceux qu'on ne voit pas à l'écran, mais qui assurent la réalisation des émissions, sont entrés dans le mouvement, et c'est eux la majorité du personnel. Et par-delà les disparités catégorielles et les préjugés corporatistes, c'est le problème des salaires pour tous qui est posé.

Dans l'audiovisuel public, comme partout, les salaires sont bloqués depuis 1982. A France Inter les syndicats évaluent à 10 % la perte du pouvoir d'achat. Et à FR3, la CGT, toutes catégories de personnel confondues, avance la revendication de 1 500 F d'augmentation pour tous.

En fait mise à part une toute petite minorité de journalistes dont le salaire dépasse les 20 000 F (environ une quarantaine sur A2), l'immense majorité du personnel connaît des salaires relativement bas. A Antenne 2 qui sert de référence comme la chaîne publique la mieux payée par rapport aux autres chaînes, une dactylo gagne 5 400 F net. Cela pour un travail dont les horaires sont élastiques, en fonction de l'actualité. Et même les journalistes, s'ils sont mieux payés qu'une infirmière par exemple ou qu'un OS de l'automobile, démarrent dans la profession à 6 000 F ou 7 000 F à France Inter, et à peine plus à FR3.

En fait, quelle que soit la forme que prennent les revendications, et malgré les préjugés corporatistes d'une bonne partie du personnel, c'est bel et bien à une explosion de revendications salariales qu'est confronté le gouvernement, lui qui est le patron du service public.

Quant aux chaînes privées, elle ne sont pas l'abri des revendications : à TF1 la grève a été votée à une faible majorité à Cognacq-Jay, siège de la rédaction (mais non pas au siège social qui comprend une majorité de cadres). Et la CGT et la CFDT y appelaient aussi à la grève pour le 29 septembre.

Le problème des salaires bloqués explose aujourd'hui à la télé et à la radio. Mais ce problème est aussi celui de l'ensemble des salariés, 1 500 F d'augmentation pour tous, voire 2 000 F comme réclament les infirmières en cette même journée du 29 est une revendication vitale aujourd'hui pour tous. Les travailleurs des entreprises publiques ou privées de ce pays sauront-ils s'engouffrer à leur tour dans la brèche ainsi ouverte par les travailleurs de l'audiovisuel ?

Cécile BERNIER

«Allégement de remboursement» du gouvernement Rocard :

LE RACKET DU CRÉDIT AU LOGEMENT CONTINUERA !

Le gouvernement Rocard vient d'annoncer des mesures censées résoudre le problème des nombreux propriétaires de logement qui, depuis quelques années, ont de plus en plus de difficultés à payer leurs traites. Pour ceux qui ont acheté une maison ou un appartement entre 1981 et 1985 en bénéficiant d'un prêt d'accession à la propriété (PAP), le montant des échéances de remboursement n'augmentera plus comme il le faisait régulièrement chaque année auparavant. Mais attention, l'augmentation est suspendue... pendant un an seulement, à compter de la date anniversaire du prêt ! Ensuite, le taux des remboursements recommencera à augmenter, mais – et en cela réside toute la générosité du gouvernement – de 2,75 % par an seulement au lieu de 3,5 % à 4 %. Ce qui représente pour celui qui a emprunté entre 250 000 et 330 000 francs, pour financer son logement, une économie immédiate de 100 à 144 francs par mois environ, sur des mensualités de 2 500, 3 000 francs, voire plus !

«Empruntez pour vous loger», disait-on. Mais aujourd'hui, combien d'acheteurs sont dans le lac ?

Ces mesures sont évidemment bien insuffisantes. Pendant des années, gouvernements et promoteurs ont incité les familles populaires à acheter pour se loger un appartement ou une maison. Il n'y avait pas de dépliant assez tentant pour démontrer que c'était là la solution économique, grâce aux prêts à des taux particulièrement favorables pratiqués avec l'aide de l'Etat. Ce fut le boom immobilier pour les promoteurs qui construisaient des logements, dont on pouvait devenir propriétaire en s'endettant pendant quinze ou vingt ans, en contractant un prêt populaire d'accession à la propriété, dit PAP, assorti de taux de remboursement relativement faibles, du moins au début.

Aujourd'hui, le chômage, le blocage des salaires depuis maintenant six ans et la hausse du coût de la vie cumulent leurs effets et de nombreuses familles ne peuvent plus faire face aux échéances de remboursement de leurs logements. Les saisies de logements, dont leurs propriétaires ne peuvent plus payer les traites, se multiplient. Certaines familles assistent à la vente judiciaire de leur maison pour une bouchée de pain. Cela ne suffit d'ailleurs pas toujours à éponger complètement leur dette et elles sont alors contraintes de continuer à payer pour rembourser une maison qu'elles n'ont plus !

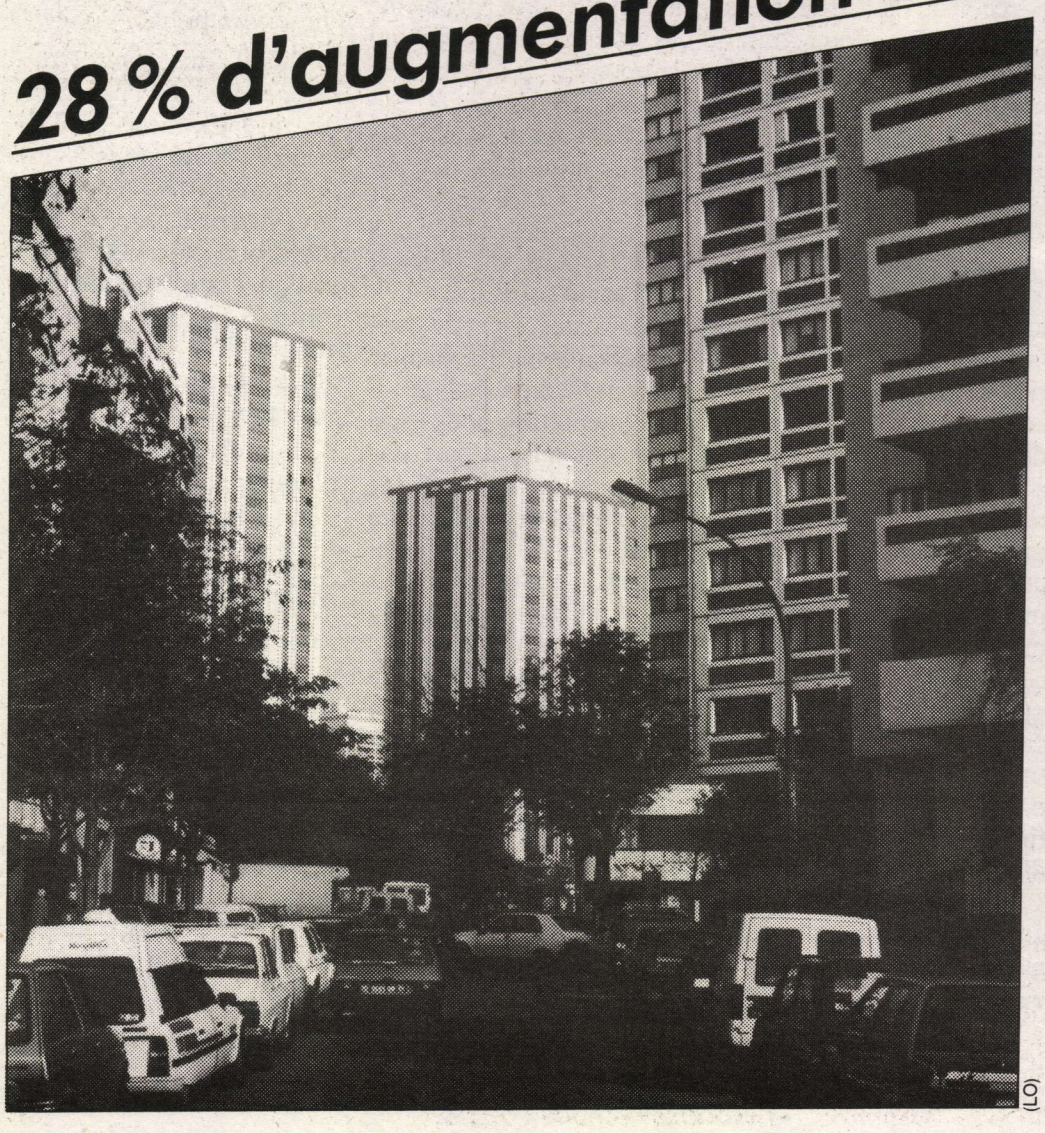
Mais ce qui inquiète les responsables et les pouvoirs publics n'est pas cette situation catastrophique de bon nombre de familles. C'est le gonflement des services contentieux des financiers qui n'arrivent plus à faire rentrer leurs créances, même si sur les 450 000 familles encore aujourd'hui en cours de remboursement d'un prêt PAP, toutes ne sont pas prises à la gorge par des mensualités atteignant ou dépassant 37 % de leurs revenus.

Des mesures ont donc été prises, soi-disant pour alléger les remboursements, en les étalant et en donnant un sursis aux emprunteurs. Déjà, au cours de l'été 1987, la subvention fournie pour payer leur logement aux familles les plus modestes (l'Aide personnalisée au logement, l'APL) avait été augmentée de 190 francs en moyenne pour les foyers les plus endettés, mesure accompagnée d'un ralentissement de la progression des taux de remboursement. Ces mesures très limitées n'ont évidemment rien résolu. Il n'empêche qu'aujourd'hui les pouvoirs publics recommencent, avouant en même temps que les nouvelles mesures ne résoudront aucun cas social.

Le gouvernement Chirac avait donné le feu vert à Méhaignerie pour des augmentations de loyers saignant les locataires ; aujourd'hui, le gouvernement Rocard donne le feu vert à son ministre du Logement, Maurice Faure, pour ne rien faire en faisant semblant de se pencher sur les «cas sociaux». Et encore et toujours, c'est le droit élémentaire au logement des travailleurs qui est bafoué.

L.P.

28 % d'augmentation des loyers en trois ans à Paris :



(LO)

TOUT VA BIEN POUR LES PROPRIÉTAIRES !

28,14 % d'augmentation des loyers en moyenne pour les trois ans d'un nouveau bail version loi Méhaignerie, tel est le constat de la situation à Paris enregistré par la Commission départementale de conciliation. Cela représente plus de 9 % d'augmentation par an par rapport au loyer antérieur ! Les propriétaires n'ont décidément pas à se plaindre, les loyers qu'ils encaissent augmentent autrement mieux que les salaires de leurs locataires.

Cette moyenne d'augmentation a été établie sur la base des 2 958 dossiers portés devant la Commission entre décembre 1987 et juillet 1988. Ils ne représentent qu'une faible part de tous les baux arrivant à terme et donc à renouvellement, agrémentés de hausses importantes, eux aussi, mais traités directement entre propriétaire et locataire, sans faire appel donc à la Commission.

Ces cas se résolvent soit par l'acceptation du locataire, soit par son départ vers des logements qu'il espère moins chers, en lointaine banlieue. Mais là encore, il devient de plus en plus difficile de satisfaire le besoin élémentaire d'un toit au-dessus de sa tête puisque les Commissions de conciliation ont noté des hausses de 31,69 % dans le Val-de-Marne, 25,84 % dans les Hauts-de-Seine, 25,10 % dans les Yvelines, 21,81 % dans l'Essonne, 22,32 % dans la Seine-Saint-Denis.

En tous les cas, à Paris, les augmentations des loyers vident toujours plus les quartiers populaires, pendant que les marchands de béton se livrent à leurs opérations de rénovation et construisent des appartements vendus ensuite à prix d'or à ceux qui peuvent payer.

La Caisse d'Allocations Familiales

UN «ORGANISME SOCIAL» QUI VOLE LES PLUS PAUVRES

Alors que, pour le gouvernement, il serait aujourd'hui fortement question que 1989 soit la dernière année d'existence des PAP (prêts aidés d'accession à la propriété), réservés en priorité aux familles ayant un revenu modeste et qui permettent de percevoir l'APL (l'aide personnalisée au logement), de son côté la Caisse d'allocations familiales rogne sur «l'AL» (l'allocation logement). Elle a ainsi décidé depuis juillet 1988 que toutes les allocations inférieures à 100 F mensuels ne seraient plus payées (cela entrera en vigueur début octobre pour les allocations de septembre). Auparavant, la Caisse gardait tous les montants inférieurs à 50 F.

Un nombre important de familles vont donc être touchées par cette mesure qui aura pour conséquence d'accroître les impayés des loyers et des remboursements de prêts que les services d'Action sociale de la CAF accordent pour aider les familles à régler leurs arriérés de loyers.

Alertée par des travailleurs sociaux ou des organismes d'HLM voulant récupérer l'allocation logement des familles ayant un retard dans le paiement des loyers, la CAF s'était étonnée, il y a quelques mois, du grand nombre de ceux qui ne percevaient pas d'allocation logement. Un questionnaire avait alors été adressé aux familles susceptibles d'y avoir droit. Ces questionnaires reviennent actuellement et les employés qui les traitent sont effarés par la dégradation des conditions d'existence de nombreuses familles qui vivent aujourd'hui dans des conditions dramatiques. L'Action sociale a été sollicitée pour les reloger. Mais les propriétaires contactés pour signer une convention avec les CAF, et à qui l'on promet de verser directement l'allocation logement, se font tirer l'oreille. Quant à reloger ces familles à Paris ou en banlieue, encore faudrait-il qu'il y ait des logements sociaux en nombre suffisant. Les promoteurs préfèrent construire des logements grand standing plutôt que de construire des logements à loyers modérés.

Mais il y a bien d'autres choses encore qui écœurent les employés de la CAF, en particulier les différences de traitement entre les familles pauvres et celles ayant des revenus conséquents.

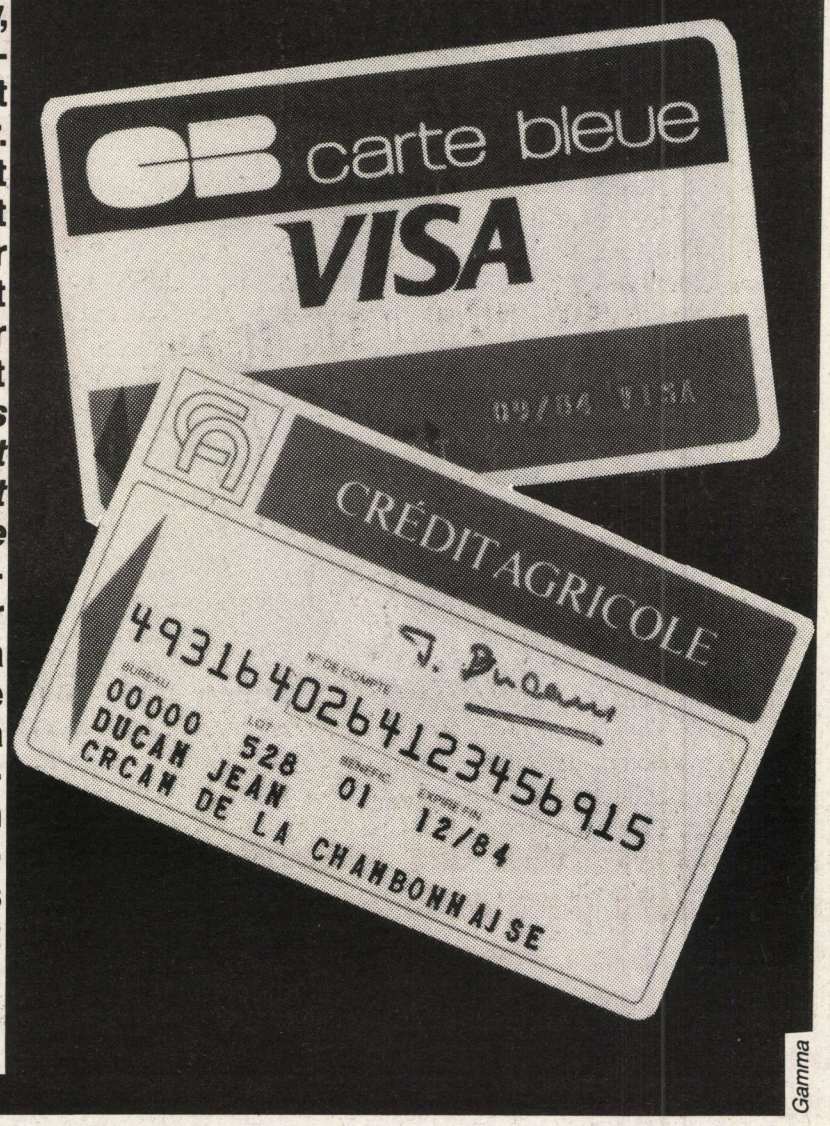
La direction de la CAF demande par exemple que des dossiers soient traités en priorité, comme ceux concernant l'allocation de garde d'enfants à domicile, versée aux familles qui emploient une nourrice. Certaines de ces familles, qui ont un revenu annuel net imposable compris entre 400 000 et 500 000 F, doivent verser à l'URSSAF des cotisations employeurs que la CAF rembourse en partie. Eh bien là, les ayants droit n'ont jamais à venir faire la queue aux guichets !

Rogner sur ce qui est dû aux plus pauvres, payer rubis sur l'ongle les allocations des plus riches, de cela la CAF ne se vante pas dans ses spots publicitaires.

Correspondant LO

CARTE BLANCHE POUR LE RACKET DES BANQUES

Le ministre des Finances, Bérégovoy, et le ministre du Budget, Charasse, ont fait mine de s'indigner. Charasse qui, lui, soit dit en passant, est chargé de récupérer nos impôts, s'est même fait remarquer en disant crûment qu'«*en fait, tous ces banquiers veulent prendre notre blé, et qu'on ne s'en serve pas*». Mais les banquiers campent sur leurs positions : la Société Générale, le Crédit Lyonnais et la BNP ne sont pas revenus sur leur intention d'appliquer les hausses de tarif des cartes de crédit qu'elles ont décidées pour, disent-elles, couvrir leurs frais.



Gamma

Que les banquiers fassent de l'argent sur le dos de leurs clients, et essaient de tirer le maximum de leurs petits clients qui ne savent pas se défendre, c'est la norme... Seulement, de temps en temps, c'est si gros que cela a du mal à passer ; comme lorsqu'ils affirment que la multiplication des petits achats par carte bleue leur coûte trop cher ! Qui donc, sinon les banques, a tant vanté les avantages de cette carte, que son usage est en train de supplanter celui du chèque et même de la simple monnaie ?

De toute façon, d'après un responsable du groupement Carte Bancaire, qui s'est désolidarisé, anonymement quand même, de ses collègues, et qui est cité par le *Canard enchaîné : «Tous les chiffres sont bidon»*. Quand les banques disent qu'un retrait à un guichet automatique coûte entre 6 F et 8 F 50, et qu'une opération leur revient à 2 F, elles avancent des chiffres qui ne peuvent être que parfaitement arbitraires.

Mais en matière d'hypocrisie, elles se font quand même largement dépasser par les membres du gouvernement. Deux des trois banques concernées sont nationalisées. Mais tout ce que Bérégovoy trouve à faire, c'est à demander à ce que le Conseil de la concurrence soit saisi !

La direction de la Concurrence et de la Répression des fraudes, avec l'aide de la direction de la Police Judiciaire, a effectivement effectué des perquisitions aux sièges des trois banques incriminées et du groupement Carte Bancaire. Il semble, d'après les informations communiquées par la presse, que ces «descentes» se soient bien terminées... au restaurant, où on s'est expliqué entre gens du monde.

Bérégovoy menace maintenant les banques de leur supprimer un allégement fiscal prévu en leur faveur dans le budget 1989. Mais cet allégement fiscal ne leur est pas destiné, et elles doivent entièrement le répercuter, s'il est voté, sur les crédits qu'elles font aux PME !

On comprend que les banques ne soient guère sensibles à de telles menaces. La publicité faite par Charasse en faveur de ses perceptions ne doit pas plus les faire frémir. Elles ne sont pas plus aimées du public que les banques !

Alors, on a eu droit à la tentative de faire payer les chéquiers, aux agios illégaux... Nul doute que les banquiers vont encore nous en mijoter d'autres pour les prochains mois !

S.F.

(AFP)

HAÏTI

ENTRE LA CONTESTATION DANS LES CASERNES ET LA RÉVOLTE DE TOUT UN PEUPLE

Le mouvement des sergents et des soldats, parti de la garde présidentielle, s'est étendu d'une unité à l'autre à l'intérieur de l'armée haïtienne (forte de 8000 hommes). En une semaine, 57 officiers supérieurs et généraux avaient été destitués, arrêtés par leurs hommes et livrés au quartier général de l'armée à Port-au-Prince, aux applaudissements de la foule massée pour la circonstance. Les soldats se sont choisi de nouveaux chefs et ont posé leurs revendications, portant à la fois sur l'amélioration de leurs conditions de vie et sur les rapports avec leurs chefs et l'attitude de ceux-ci en général. Il apparaît que c'est le massacre à l'église Saint-Jean-Bosco et toute la terreur blanche qui a régné ces derniers temps sur Haïti, qui ont poussé les soldats et les sergents à se révolter, mécontents qu'ils étaient de voir rejaillir sur eux des méfaits touchant, pour certains, des parents ou des proches qui en avaient été victimes.

L'effervescence au sein de l'armée a ranimé celle du dehors. Selon la presse, la contestation a aussi déferlé dans les administrations et les entreprises publiques. Une manifestation avait été prévue jeudi 22 septembre devant l'église Saint-Jean-Bosco, pour appuyer le mouvement des sergents, manifestation appelée par le Comité d'Union Démocratique (KID), une organisation qui passe pour radicale. Mais son dirigeant, Paul Evan, à la demande du nouveau pouvoir militaire de Prosper Avril et du sergent Heubreux, a accepté d'annuler la manifestation prévue. Toutes les organisations politiques "responsables", Parti Communiste d'Haïti compris, se sont efforcées de montrer leur bonne volonté au nouveau pouvoir. *"Si nous n'avons pas appelé le peuple à manifester dès lundi devant la mairie de Port-au-Prince, c'est pour ne pas jeter d'huile sur le feu"*, a déclaré l'un des dirigeants du Parti Communiste haïtien.

Toutes ces organisations en appellent au calme, ne veulent pas prendre la tête des "déchoukages" spontanés, ni de ce que les autorités de Prosper Avril nomment *"des actes de brigandage et de pillage"*. Le Parti Démocrate Chrétien, qui, dans un premier temps, avait condamné le putsch de Prosper Avril, a changé d'attitude à l'égard de celui-ci, et l'appuie lui aussi depuis que son leader Sylvio Claude a été invité au Palais National.

L'EGLISE DES PAUVRES CONTRE L'EGLISE DES RICHES

Quand à l'Eglise, cette autre force organisée en Haïti, sur laquelle comptaient ceux qui voulaient se débarrasser de Duvalier en douceur, comme l'armée, elle est traversée par une lutte entre une base proche du petit peuple, et une hiérarchie gardienne de l'ordre. Dimanche 25 septembre, huit jours après le coup d'Etat, une manifestation de 300 personnes partie d'une église d'un quartier populaire, curé en tête, a traversé tout Port-au-Prince, grossissant au fur et à mesure pour atteindre jusqu'à plusieurs milliers de personnes. Les manifestants s'arrêtèrent et s'agenouillèrent à plusieurs reprises, mais en criant *"Justice, Justice"!* Ils se rendirent par un parcours de 12 kilomètres jusqu'au siège de l'Ordre des Salésiens à Pétionville, une banlieue chic de la capitale, pour réclamer le Père Aristide. Celui-ci n'avait pas reparu en public depuis le 11 septembre, jour du massacre à l'église Saint-Jean-Bosco. La foule menaçante – des "déchoukages" dans la hiérarchie ecclésiastique étant dans l'air – obtint celui qu'elle demandait. Le Père Aristide est apparu soutenu par un prêtre et une religieuse. Bien qu'il n'ait prononcé que quelques mots, inaudibles pour la plupart de ceux qui étaient là, dit la presse, et qu'il eût l'air abattu, comme drogué, la foule après l'avoir vu se dispersa.

MÊME "ÉPURÉ" L'ETAT-MAJOR TIENT LES RÊNES

Le mouvement des soldats a donc changé la situation en Haïti, et a eu des répercussions bien au-delà des murs des casernes. Il est certain que tout ce que le pays compte de politiciens essaye de le récupérer et voudrait s'en servir pour partager le pouvoir avec le sergent Heubreux et le général Prosper Avril, qui jusqu'à présent en apparaissent comme les principaux dépositaires. C'est à eux que ces politiciens s'adressent, leur demandant d'organiser des élections (Prosper Avril leur a dit oui... mais pas avant un délai de deux ans et demi !) et de garantir la démocratie.

C'est à eux que les évêques demandent *"d'entreprendre une réforme en profondeur de l'administration publique qui tienne compte des critères de compétence et d'honnêteté"*, et de *"consolider les acquis de la libération du peuple avec sérénité, discipline, désintéressement et sagesse"*.

La révolte des sergents et des soldats, plus proches du petit peuple, d'autant plus qu'ils ont acquis la conscience qu'il fallait qu'ils se défient de leur hiérarchie – elle qui les opprime en même temps qu'elle opprime tous les pauvres, c'est-à-dire la quasi-totalité de la population – pourrait servir à bien autre chose qu'à consolider le pouvoir de Prosper Avril. Mais justement, c'est ce qui explique qu'entre les politiciens et la hiérarchie catholique ce soit la sainte alliance pour laisser le pouvoir à un état-major qui, bien que débarrassé de quelques officiers supérieurs, reste le même qu'à l'époque des Duvalier. Auquel cas, le mouvement des soldats n'aurait servi qu'une clique militaire contre une autre, frustrant ses initiateurs de leurs espoirs, en n'étant qu'un moyen de redorer le blason d'un régime répressif, continuant à sévir contre la population.

Louis GUILBERT

BIRMANIE

APRÈS LE COUP D'ÉTAT

Une semaine après le coup d'Etat du général Saw Maung, la répression continue contre le mouvement populaire qui, durant des semaines, avait ébranlé le régime birman.

Les quelques informations qui parviennent témoignent de la sauvagerie de l'armée et de la police. Des exécutions sommaires se succèdent dans les principales villes du pays. Aux dires d'un journaliste britannique du *Sunday Times*, des fours crématoires fonctionnent pour tenter d'effacer les exactions de la troupe. Officiellement le bilan serait de 200 morts en une semaine. Mais selon certaines estimations il dépasserait déjà le millier.

En fait, on sait peu de choses sur ce qui se passe aujourd'hui en Birmanie. Ce qui est certain tout de même, c'est que la répression est à la hauteur de la peur qu'a inspirée à l'état-major le soulèvement de la majeure partie de la population contre la dictature militaire.

Le général Saw Maung a-t-il d'ores et déjà réussi à briser le mouvement populaire ? Certes, on ne peut exclure que, de nouveau, des manifestations populaires renversent le rapport des forces aujourd'hui favorable à l'armée. Mais une telle hypothèse apparaît aujourd'hui bien improbable.

Non que la population birmane manque de courage. Durant le mois d'août elle a au contraire fait preuve d'une détermination exceptionnelle, n'hésitant pas, à plusieurs reprises, à affronter l'armée à mains nues et parvenant même à la faire reculer. Mais, durant le mois écoulé, la population n'a pu aller jusqu'au bout du combat qu'elle avait engagé. Elle s'est ainsi retrouvée désarmée face aux militaires. Et cela d'abord, en grande partie, parce que les oppositionnels bourgeois, les responsables étudiants, les bonzes qui sont restés à la tête du soulèvement ont voulu le maintenir dans des limites compatibles avec leurs objectifs politiques.

Alors que, lorsque le rapport des forces était à l'avantage des insurgés, il aurait peut-être été possible de disloquer l'armée, ou pour le moins de la neutraliser, les bourgeois responsables qui dirigent l'opposition politique au régime militaire ont au contraire pesé pour que l'armée soit préservée, faisant ainsi dépendre le sort de la population de la disponibilité de l'état-major à lui faire des concessions.

Alors, que peut-il se passer maintenant en Birmanie ? Du côté de l'opposition bourgeoise, certainement rien. Oh, bien sûr, celle-ci s'est donné comme objectif «*l'émergence d'un mouvement authentiquement démocratique, qui réponde aux aspirations du peuple et garantisse ses droits fondamentaux*». Mais, parce qu'elle n'entend recourir qu'à «*des moyens pacifiques et démocratiques*», elle sera totalement inefficace face à la violence d'un Saw Maung.

Du côté du mouvement étudiant, par contre, il semble qu'une fraction de ce dernier ait opté pour la lutte armée. Quelque trois cents jeunes seraient arrivés à la frontière thaïlandaise, chez les Karens, l'une des ethnies en rebellion depuis quarante ans contre le régime de Rangoun. Ce départ des villes est-il de leur fait un nouveau choix politique, ou tout simplement une nécessité pour échapper à la répression ? Là encore, on ne peut répondre pour l'heure à une telle question. Mais, même dans l'hypothèse où se développerait une guérilla qui se donnerait pour tâche de vaincre par elle-même le régime militaire, sa victoire ne serait plus celle du peuple qui vient de se battre en ce mois d'août.

Ce ne peut-être qu'au sein de celui-ci, au sein de la classe ouvrière en particulier, que se forgera la direction révolutionnaire qui a tant fait défaut.

Georges LATTIER

TURQUIE

Après le référendum de Turgut Ozal

FACE JE GAGNE, PILE TU PERDS

Le référendum du 25 septembre a été un échec pour Turgut Ozal, Premier ministre du gouvernement turc. Il n'a reçu que 35 % de «oui» sur sa proposition de modifier la Constitution afin d'avancer de quatre mois les élections municipales originairement fixées à février 1989. Le résultat n'a sans doute pas grand-chose à voir avec la question posée : une grande partie de la population a sans doute saisi l'occasion pour manifester son mécontentement contre cette apparence de «pouvoir civil» qui a succédé au régime militaire, sa politique d'austérité et l'inflation à un rythme de 70 % l'an qu'elle subit actuellement.

Mais qu'importe ! Turgut Ozal s'est immédiatement déclaré tout à fait satisfait du résultat et bien décidé à se maintenir à son poste... Transformant une simple question d'amendement à la Constitution en référendum en sa faveur ou pas, il avait laissé entendre que, «*en fonction des résultats, il pourrait se retirer du gouvernement et de la vie politique*». Mais il n'avait évidemment pas précisé quels seraient ces résultats qui l'enverraient à la retraite...

Il faut dire aussi que le système électoral turc est ainsi fait qu'aux élections législatives de 1986, le parti de Turgut Ozal avait raflé les deux tiers des sièges... avec seulement 36 % des voix. Et voilà pourquoi 35 % de «oui», pour Turgut Ozal, c'est quasiment une majorité ! En toute démocratie...

Sa «Majesté» avec l'Etat-Major durant la Seconde Guerre mondiale. C'était l'époque de la «paix éliminée».

JAPON

LES DÉBRIS D'UNE AUTRE ÈRE

Bouvet – Gamma

La mort de Hiro Hito, empereur du Japon, est depuis un certain temps déjà annoncée comme «imminente».

Cette fin de règne ne pose pas à vrai dire au Japon de graves problèmes politiques : depuis la défaite du Japon en 1945, l'empereur n'a officiellement aucun pouvoir. (Ce n'est pas qu'avant 1945 il en avait plus ; simplement, tout se faisait en son nom). Mais il y a de nombreux problèmes pratiques en perspective !

D'abord, il faut choisir le nom de la prochaine «ère». Car, avec chaque empereur, est censée commencer une «ère nouvelle»... et un nouveau nom.

Un comité s'y emploie. Il sera peut-être aussi inspiré que celui qui avait choisi le nom de «paix illuminée» pour le règne de Hiro Hito, marqué en effet... par l'éclat des tirs et des explosions des bombes de la guerre, des guerres de conquête de l'impérialisme japonais à la Seconde Guerre mondiale et à Hiroshima !

Et puis, à chaque «ère nouvelle» correspond aussi un nouveau calendrier. On recommence à l'an Un ! Les tampons servant aux documents officiels, le papier marqué, les calendriers, etc.: tout va être à refaire dès qu'un nouvel empereur sera en place et qu'une «ère» nouvelle sera censée commencer.

Tout cela semble vraiment dater d'une autre ère... celle du Moyen Age ! Mais comme le Japon, malgré «son dieu sur Terre» d'empereur, vit bien dans son époque, la proximité de la mort de Hiro Hito se solde... par une spéculation sur le papier, en prévision du moment où devront être passées les commandes !

S.F.

LA SEULE «REPRISE», CELLE DES PROFITS

Depuis quelques mois les commentateurs ne manquent pas une occasion d'évoquer la reprise économique qui, selon eux, serait intervenue dans les pays industriels. Et de citer l'augmentation de la production qui a dépassé cette année les prévisions en Europe et aux Etats-Unis, et le redémarrage des investissements industriels.

La production devrait finalement augmenter dans les pays industriels de 4% cette année, au lieu des 2,5% initialement prévus. C'est, selon les pays, le chiffre le plus élevé des dix ou quinze dernières années durant lesquelles l'augmentation moyenne annuelle de la production a été de 1 à 2%. Mais personne ne s'aventure aujourd'hui à prédire que cette situation se poursuivra l'an prochain.

Un signe, qui pourrait marquer un réel changement dans la situation économique, serait la reprise des investissements industriels. Mais celle-ci, présentée comme en cours, n'a en réalité pas vraiment eu lieu.

Les achats de machines et d'équipements auraient cette année augmenté de 10% en France, de 8% en Grande-Bretagne et d'un pourcentage voisin dans plusieurs pays d'Europe. Mais par rapport à un niveau très bas.

Ces dernières années, bien des entreprises n'ont pas renouvelé leur outillage, préférant user jusqu'à la corde les vieilles machines déjà amorties. Les entreprises qui ont acquis des machines modernes plus perfectionnées ne l'ont souvent pas fait pour augmenter la production, mais pour diminuer leurs coûts en réduisant la main-d'œuvre.

Et les dépenses indispensables ont presque toujours été calculées au plus juste, parfois même en dessous du nécessaire. On a ainsi vu récemment Renault et Peugeot incapables de produire suffisamment pour satisfaire la demande d'automobiles, faute d'investissements effectués à temps.

Il n'est donc pas surprenant qu'au bout de dix ans de sous-investissement, et au moment où leurs profits volent de record en record, les entreprises finissent quand même par acheter davantage de matériel. Mais il y a loin de cette situation à un boom durable de l'investissement, qui se traduirait par la construction de nouvelles usines. De celles-ci, on n'en voit guère. La presse économique a salué comme un événement la construction en France d'une unité de production de verre à vitre, par Saint-Gobain. Pour la première fois depuis 1973 et après une longue série de fermetures d'usines ! Quant à Péchiney, le trust de l'aluminium, il a seulement fait savoir qu'il envisageait de construire une usine d'aluminium, peut-être à Dunkerque. Il attend les subventions... Que de tels exemples très peu nombreux soient ainsi montés en épingle montre les limites de la situation.

La seule véritable reprise qui soit vraiment sûre est d'un tout autre genre : ce sont les opérations spéculatives de rachats d'entreprises par le biais de la Bourse – qui, à Paris, vient de retrouver son niveau d'avant le krach – qui se développent. Les profits dopés par l'appauvrissement du Tiers-Monde et l'abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière des pays riches ont bien créé un boom, mais c'est celui de la spéculation financière.

Pierre VERNANT

Le sommet du FMI à Berlin

LES USURIERS DU MONDE

Mardi 27 septembre s'ouvrait officiellement à Berlin l'assemblée conjointe du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. A l'ordre du jour en priorité, la dette. Cette dette énorme, gigantesque, invraisemblable avec laquelle les grands argentiers des pays les plus riches du monde étranglent les peuples des pays pauvres.

A ce sommet de Berlin, les représentants des sept grands pays capitalistes que sont les Etats-Unis, la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, le Japon, le Canada, l'Italie, vont donc devoir trouver une solution pour permettre aux pays qui n'arrivent plus à payer leurs dettes de les payer quand même.

AFP

La police berlinoise arrêtant des manifestants anti-FMI.

Les cibles de ces usuriers modernes, ce sont des pays dont la situation économique est déjà catastrophique.

Des pays dont les gouvernements se chargent, au prix de dictatures s'il le faut, d'imposer aux populations l'austérité nécessaire pour faire rentrer les fonds dans les caisses. Et cela afin de payer ne serait-ce que les intérêts de leur dette, qui n'est jamais apurée. Ainsi, en Argentine, la dette extérieure s'élevait en 1987 à 54 milliards de dollars suite à de nouveaux prêts accordés par le FMI, afin de permettre au pays de payer les seuls intérêts des emprunts précédents ! L'inflation atteint aujourd'hui 300%, et le «panier de la ménagère» représente cinq fois le salaire minimum d'un ouvrier. Au Brésil, où le rythme d'inflation est grimpé à un sommet de 800%, 35% des recettes d'exportation servent à payer les seuls intérêts de la dette.

Et ces deux pays d'Amérique Latine ne sont pas classés parmi les pays les plus endettés, mais parmi les «pays intermédiaires» disent les experts. Au Maroc, le gouvernement obtenait à la fin de l'année 1987 un ré-échelonnement de 2,4 milliards de dollars (sur un total de la dette civile se montant à 14 milliards de dollars), en échange d'un effort de «*stabilisation économique*» selon l'expression pudique du FMI ; c'est-à-dire un nouveau serrage de vis pour la population du pays. Il s'est traduit par des augmentations de 30% à plus de 80% des produits de première nécessité.

Aujourd'hui, les pays endettés ont tellement été saignés que les requins de la finance internationale, réunis à Berlin, doivent chercher des solutions pour recouvrer leurs créances. De nouvelles mesures visant à augmenter les délais de remboursement de 20 à 25 ans, voire à en diminuer les intérêts de moitié, ou même d'abandonner un certain nombre de créances (un tiers, pas plus) pour les pays les plus démunis, seraient discutées. Sous prétexte d'alléger la dette, disent les financiers.En fait, parce qu'ils n'ont plus le choix, et parce qu'ils craignent les explosions sociales que leur politique peut provoquer.

Certes, bien des créanciers raisonnent comme ce grand banquier français présent au sommet de Berlin et dont *Le Figaro* du 26 septembre rapportait les propos : «*On peut envisager de nombreux assouplissements mais pas un abandon des créances*». Mais il y a des retours de bâton que ne préfèrent pas risquer les plus responsables d'entre eux. Les «*implications pour la pauvreté*», selon le titre d'un rapport du FMI de mai dernier, donnent à certains une peur bleue, seule chose d'ailleurs qui puisse réfréner un tant soit peu leur âpreté. Encore que ce qui occupe le centre des débats de Berlin soit : comment continuer à s'enrichir impunément sur le dos des peuples du Tiers-Monde.

Mais le comble, c'est qu'au moment même où la finance mondiale se réunit, protégée par 8 000 policiers mobilisés pour la circonstance, chargés de disperser les manifestations qui se déroulent dans le centre de Berlin aux cris de «*FMI assassins*», on apprend que le FMI prête aujourd'hui moins d'argent aux pays en difficulté, qu'il n'en reçoit sous forme de remboursements ! De la même façon d'ailleurs que l'OCDE constate que l'aide versée en 1987 par les pays industrialisés au titre du «développement» a régressé pour la première fois depuis 27 ans. Le FMI pour sa part aurait ainsi un solde positif de près de 4 milliards de dollars pour 1986-1987 et de 6,5 milliards de dollars entre juillet 1987 et juillet 1988. Du côté de la Banque Mondiale, le résultat du pillage n'est pas misérable non plus puisqu'elle auraît prêté en 1987-1988 1,9 milliard de dollars de moins qu'elle n'a reçu des pays en voie de développement au titre des intérêts de leur dette !

En fait d'aide aux pays pauvres, c'est d'un transfert de richesses continuel vers les coffres des banquiers des pays industrialisés qu'il s'agit, d'une mise en coupe réglée de l'économie des pays les plus pauvres pour nourrir les surprofits du grand capital occidental.

Lucienne PLAIN

QUAND LES TRAVAILLEURS DÉSAVOUENT LES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES

La situation économique espagnole est marquée par une envolée des profits patronaux et par une inflation qui persiste à demeurer supérieure aux prévisions. Côté profits, d'après des statistiques publiées par la revue *Nueva empresa* («Entreprise nouvelle»), les bénéfices des cent plus grandes entreprises du pays ont augmenté de 107,5 % en 1987. Côté prix, l'inflation est de 3,9 % sur les huit derniers mois (alors que le gouvernement annonçait 3 % pour 1988), de 5,6 % sur un an, d'après l'indice officiel, pourtant fort sujet à caution. Et cette inflation touche essentiellement les produits alimentaires, c'est-à-dire qu'elle lèse plus particulièrement la fraction la plus pauvre de la population.

C'est dans ce contexte que se déroulent les négociations entre les confédérations syndicales et le gouvernement, à propos du renouvellement de la convention collective des fonctionnaires et de la revalorisation des retraites, négociations au cours desquelles les dirigeants syndicaux se sont livrés au petit cinéma habituel.

DES SYNDICATS BIEN «RESPONSABLES»...

Dans un premier temps, début septembre, les secrétaires généraux des Commissions Ouvrières, de l'UGT socialiste et de la Confédération Syndicale Indépendante des Fonctionnaires, étaient d'accord (selon la revue *Expansion)* pour affirmer que *«ce serait de la frivolité»* de poser une revendication chiffrée, *«étant donné que le gouvernement, quinze jours avant la fin des négociations, ne nous a pas fourni une série de données que nous considérons indispensables pour établir les revendications salariales»*. Visiblement, ces dirigeants n'avaient pas eu l'idée de demander l'avis des travailleurs, qui n'ont pas besoin des «données» du gouvernement pour savoir ce qui leur manque pour boucler le mois ! Et ce n'est que quand le gouvernement offrit 3,7 % d'augmentation de la masse salariale (deux points de moins que l'inflation annuelle) que les syndicats avancèrent des revendications comprises entre 6 et 7 %.

... ET LE DESAVEU DES TRAVAILLEURS

Si le gouvernement, dans ces négociations, rencontre quelques difficultés avec les confédérations syndicales, ce ne sera pas mauvaise volonté de leur part, mais à cause de la situation difficile où les met la méfiance croissante des travailleurs, qui n'acceptent pas toujours sans réagir que les organisations qui prétendent les représenter signent n'importe quoi.

C'est ainsi que, ces derniers mois, deux accords signés par les syndicats (l'un dans le secteur bancaire, l'autre à l'entreprise d'automobiles Seat) ont été repoussés par les travailleurs concernés, à l'issue d'un référendum (une possibilité que prévoit la législation sociale espagnole).

L'exemple de Seat est d'autant plus susceptible d'inciter les organisations syndicales traditionnelles à la prudence que non seulement l'accord qu'elles avaient signé avec la direction (visant à permettre d'augmenter la production, pour faire face au succès commercial du modèle «Ibiza») a été rejeté, mais qu'elles ont reçu une véritable gifle lors des nouvelles élections de délégués qui ont eu lieu après ce référendum, et de la dissolution du Comité d'entreprise (en Espagne, c'est l'ensemble des délégués du personnel) qui les a suivies.

Lors de ces élections, qui se sont déroulées fin juillet, les 16 600 travailleurs de l'usine de la «zone franche» de Barcelone ont voté dans un sens que n'attendait aucun observateur. La petite confédération anarcho-syndicaliste CNT, pratiquement inexistante dans le pays, mais dont les militants locaux avaient joué un grand rôle dans la lutte contre l'accord d'entreprise, en réclamant que les problèmes liés à l'augmentation de la production soient réglés par des embauches supplémentaires et en organisant la collecte des milliers de signatures nécessaires à l'organisation de ce référendum, a remporté un succès spectaculaire en enlevant 17 sièges (au lieu des 5 qu'elle détenait antérieurement) sur 53 et en devenant ainsi le syndicat majoritaire de l'une des plus grandes entreprises du pays, tandis que l'UGT passait de 18 à 16, et les Commissions Ouvrières de 23 à 15. Et la question que tout le monde se pose, c'est de savoir si ces élections de la Seat ne préfigurent pas un tel phénomène à l'échelle du pays.

Le nombre d'entreprises dans lesquelles se trouvent des noyaux de militants susceptibles de permettre à l'opposition des travailleurs à la politique de compromis des grandes confédérations de s'exprimer aussi clairement est sans doute malheureusement limité. Mais il n'empêche que, à l'heure de céder n'importe quoi aux patrons ou à leur gouvernement, l'exemple de la Seat doit faire réfléchir plus d'un dirigeant syndical.

Daniel MARTI

CERCLE LÉON TROTSKY

vendredi 30 septembre 1988
à 20 h 30
Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5e
Métro : Maubert-Mutualité

Cinquante ans après la fondation de la IVe Internationale, quelles sont les perspectives pour les révolutionnaires internationalistes ?

Déficit du commerce extérieur

UN PLAN D'AUSTÉRITÉ A L'ÉTUDE ?

Ça va mal pour le commerce extérieur : pour le mois d'août, son déficit est de 9 milliards. C'est un résultat, paraît-il, catastrophique, le plus mauvais depuis janvier 1983. Les exportations ont marqué le pas, et les importations ont progressé, non pas pour les biens d'équipement, ce qui refléterait une reprise des investissements, mais pour les «produits semi-finis», comme les composants électroniques, et les biens de consommation...

On consommerait donc «trop» en France... Preuve en serait non seulement la progression des biens de consommation, mais aussi les crédits à la consommation. Ce genre de nouvelles et de discours précède en général de peu l'annonce d'un plan, ou de mesures d'austérité destinées à enrayer cette «hausse de la consommation».

On pouvait, dès le mardi 27 septembre, lire dans les colonnes du journal pro-patronal *Les Echos* que «*les partisans de la rigueur ont vu leur position renforcée au sein du gouvernement*» ; et que «*l'heure n'est pas à la distribution du pouvoir d'achat, dit-on d'une voix unanime au ministère des Finances et à Matignon*».

C'est peut-être un avant-goût des réponses auxquelles vont avoir droit ces jours prochains tous ceux et celles qui revendiquent des augmentations de salaires ; mais c'est en tout cas la préparation psychologique à des mesures de restriction du crédit à la consommation, et peut-être à un nouveau prélèvement, par exemple sous prétexte de combler, cette fois, le déficit de la Sécurité sociale !

Toujours d'après *Les Echos*, le gouvernement attendrait la fin du mois prochain et la confirmation de la progression des importations des biens de consommation, pour annoncer des mesures de ce genre...

Pour restreindre «*la consommation*», le gouvernement se prépare donc déjà à opérer des ponctions sur les revenus. Bref, un nouveau plan d'austérité est dans l'air.

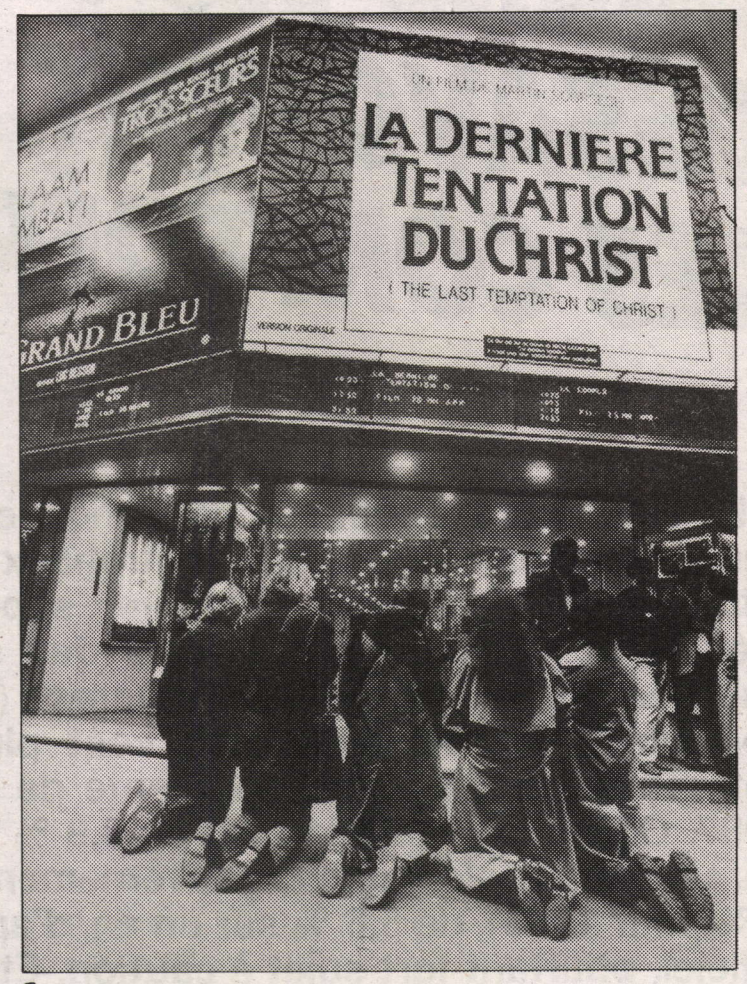
Mais qui donc «*consomme trop*» en France ? Sûrement pas la classe ouvrière, les chômeurs, les travailleurs du bas de l'échelle dont le pouvoir d'achat n'a cessé de diminuer. Par contre les riches, le patronat notamment qui annonce chaque jour des bénéfices record et qui préfère dépenser son argent en produits de luxe au lieu d'investir, ne contribue certainement pas pour rien au déficit du commerce extérieur.

C'est pourtant, on peut s'en douter, à tout le monde et d'abord aux couches les plus pauvres que les mesures d'austérité s'appliqueraient. Alors que les riches garderont tous les moyens d'augmenter leur consommation et de creuser ainsi le déficit extérieur, c'est le pouvoir d'achat des plus pauvres qu'on va tenter de réduire encore.

A moins que les mesures sur lesquelles Rocard est en train de réfléchir ne trébuchent sur une réaction de la classe ouvrière, et son «ras-le-bol» d'être rançonnée !

S. F.

LA «DERNIÈRE TENTATION»... DE LA RÉACTION CALOTINE



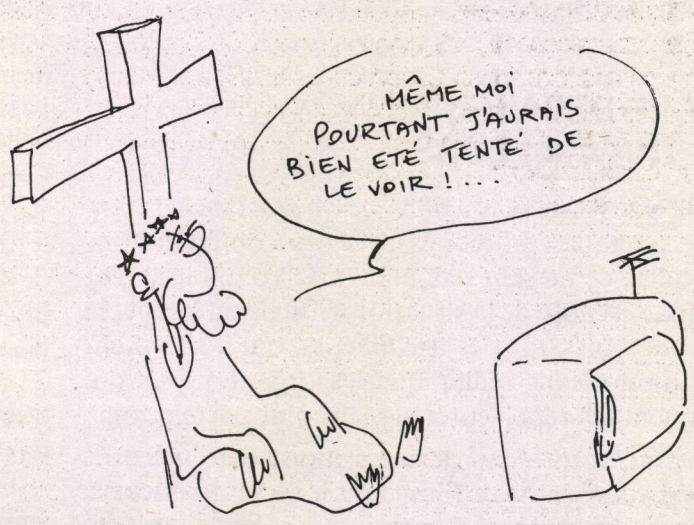
(AFP)

Le film *La dernière tentation du Christ* de Martin Scorsese n'est qu'une des cent mille et une manières d'illustrer la foi chrétienne, et il brode sur une histoire vieille de 2000 ans dans le simple but de faire passer un certain Jésus pour le fils de Dieu. Mais voilà que cette pellicule devient dans ce pays – et dans d'autres – le signal de ralliement de la réaction calotine. Parmi la hiérarchie religieuse, chacun se doit de lui décocher sa flèche. Et l'extrême-droite, forte de la bénédiction épiscopale, en profite pour mobiliser ses troupes dans la rue. C'est ainsi que pour la sortie du film, trois manifestations dont une avec violence organisée, ont eu lieu à Paris. D'autres se sont déroulées à Marseille, Lyon, Strasbourg. A Aix-en-Provence, le maire de la ville s'est même permis d'interdir la projection du film. Et si la cour d'appel, après qu'un tribunal ait imposé la projection d'une mention à la fin du film, a annulé cette obligation, elle n'en a pas moins exigé qu'une mention figure cette fois sur les affiches.

D'ici à ce qu'on nous plante un crucifix dans le dos ou qu'on nous étouffe avec des hosties, il pourrait ne pas y avoir loin.

La mode est peut-être au régime des ayatollahs, des rabbins ou des curés, mais il y a des tentations auxquelles il faut se préparer à résister.

L. G.



Jeux Olympiques

LA FOIRE AUX MUSCLES

Parti de la Jamaïque à 15 ans avec sa mère, ses cinq sœurs et son frère aîné, Ben Johnson en émigrant au Canada fuyait la misère. Il courait vite. Si vite qu'après trois ans dans ce pays riche, et un an d'entraînement sérieux, il avait obtenu sa naturalisation. A 23 ans, il obtenait la médaille de bronze du 100 mètres aux Jeux Olympiques de Los Angeles en 1984. En 1985 il battait pour la première fois Carl Lewis, et depuis il touchait des fortunes à chacune des rencontres où les deux coureurs les plus rapides du monde étaient confrontés.

Ben Johnson avait acheté une villa de grand luxe pour sa mère et plusieurs voitures de sport pour lui. Formidablement ovationné pour sa performance à Séoul, déboulonné 48 heures plus tard, abasourdi et incrédule d'abord, effondré ensuite, Ben Johnson a rendu sa médaille d'or. Il est interdit de compétition à vie au Canada, par la fédération de «son pays», et pour deux ans par la fédération internationale. Ses contrats publicitaires sont annulés, et après la bonne fortune de quelques petites années, c'est la misère qui risque de le rattraper lui et sa famille.

Ben Johnson s'était dopé, comme Delgado le vainqueur du dernier Tour de France et comme des tas d'autres athlètes ou sportifs de tous pays comme toute la presse le reconnaît, et le rappelle. Il avait pris 15 kilos de viande en plus en six mois. Le sport n'est pas dans cette société ce qui rend les hommes plus beaux et plus sains. C'est d'abord la «foire aux muscles». Pour fabriquer un champion, il faut beaucoup de misère et beaucoup d'argent. Et le sport n'est pas ce refuge idyllique qui échappe à la pourriture de l'argent. D'ailleurs si le rêve

de beaucoup de pauvres de tous les coins de la planète est de pouvoir s'en sortir un jour par le sport, ça n'en reste pas moins pour eux un «dopant», pour oublier leur misère, pas pour la supprimer.

L. G.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE A LYON
Dimanche 9 octobre de 10 h à 23 h
Hall des Fêtes à Saint-Fons

Chausson (Creil)

FACE AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOI, PREMIÈRES RÉACTIONS DU PERSONNEL

Plusieurs centaines de salariés de l'usine Chausson de Creil (plus de trois cents sur environ 3 000) ont cessé le travail mercredi 28 septembre, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales ouvrières (CGT, SDC, FO, CFDT, CFTC) afin de demander l'annulation des mesures de chômage partiel prévues par la direction Chausson à partir d'octobre.

Le matin, toutes les chaînes de fabrication ont été paralysées.

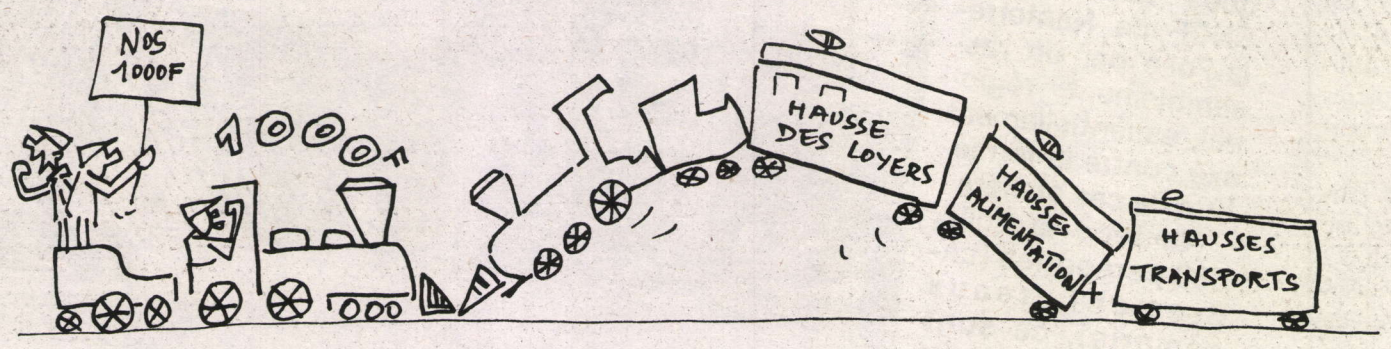
De fait, le chômage va aboutir à faire pratiquement le même travail en quatre jours qu'en cinq, avec une baisse de salaire de 400 à 700 francs par mois.

C'est la première réaction collective d'importance depuis l'annonce du plan de 886 suppressions d'emplois faite fin juillet. Cela aura permis à une minorité conséquente de mettre fin au fatalisme qui régnait jusque-là dans l'usine. Ceux qui veulent réagir et se battre face aux attaques des patrons de Chausson n'ont pas encore gagné la partie, pour entraîner leurs camarades, mais un premier pas a été fait.

Rendez-vous a été pris au plus tard pour le lendemain du Comité Central d'Entreprise, qui doit se tenir à Paris le 11 octobre.

Correspondant LO

De Dietrich (Reischshoffen-Alsace)



«ON VEUT MILLE FRANCS, PAS UNE PRIME»

Depuis deux semaines, les travailleurs de l'usine De Dietrich à Reichshoffen, dans le nord de l'Alsace, qui fabriquent du matériel ferroviaire, débrayent deux heures par jour pour exiger une augmentation de salaire de 1 000 F. Le mouvement a démarré à l'atelier de montage, sur une question de chronométrage. Quand les ouvriers se sont rendus compte que cela risquait d'aboutir à une diminution des temps, ils ont débrayé, et ce sont les problèmes de salaire qui ont tout de suite éclaté.

En comparaison avec les ouvriers de l'Alsthom qui ont une production similaire, les salaires chez De Dietrich sont inférieurs de 1 000 F. C'est sur la base de cette disparité que la revendication de 1 000 F pour tous a fait l'unanimité. Un travailleur disait : *«On veut 1 000 F. Pas une prime une fois. Pas des pourcentages, parce que ça fait beaucoup pour les cadres qui ne font jamais grève, et presque rien pour nous. Nous, on veut l'argent.»* Des débrayages, organisés par les syndicats CGT-CFDT, se sont étendus à toute l'usine, qui compte un millier de salariés.

Depuis deux semaines, la direction lanterne les travailleurs. Il a d'abord fallu attendre plus de huit jours la réunion de la commission des salaires à l'échelle du groupe, qui n'a lâché que un pour-cent. Puis, ensuite, attendre le retour du patron, Gilbert De Dietrich, de sa croisière, pour une nouvelle réunion, dont il ressort 0,5 % d'augmentation, à condition qu'il y ait une augmentation de la productivité.

Loin de satisfaire les ouvriers, cela a déclenché une colère encore plus grande : ils ont bloqué la route mardi devant l'usine et investi les bureaux dans lesquels les membres de la direction ont dû rester jusqu'à 19 heures.

Pour l'instant, on en est aux débrayages et pas encore à la grève, et le conflit reste circonscrit à la seule usine de Reichshoffen, mais il y a trois autres usines De Dietrich, dans un rayon de 10 kilomètres. Ce qui pourrait promettre au patron d'autres développements.

Correspondant LO

Kléber-Industries (Nevers)

DÉBRAYAGES POUR LES SALAIRES

A Kléber-Industries, à Nevers, le mardi 20 septembre, l'équipe d'après-midi d'un secteur de l'usine, l'Entringlage, a décidé de débrayer deux heures. Elle réclamait des coefficients supérieurs, l'augmentation de primes et 1 500 F d'augmentation.

Les 18 camarades ont fait le tour de l'atelier pour faire débrayer les autres. Un groupe de cinq s'est constitué pour rencontrer le chef de fabrication. Cela a été l'occasion de lui dire ce qu'ils avaient sur le cœur, mais il n'a rien voulu céder et les a renvoyés au CE extraordinaire du 26 septembre.

Ils ont ensuite décidé de continuer le lendemain et, à la fin du poste, ils ont discuté avec les travailleurs du poste de nuit, en leur racontant ce qu'ils avaient fait. Ceux-ci ont fait à leur tour deux heures de débrayage.

Dans la journée, les syndicalistes de la CGT étaient venus dire qu'il ne fallait pas faire grève, mais attendre vendredi 23 septembre pour faire une heure en fin de poste.

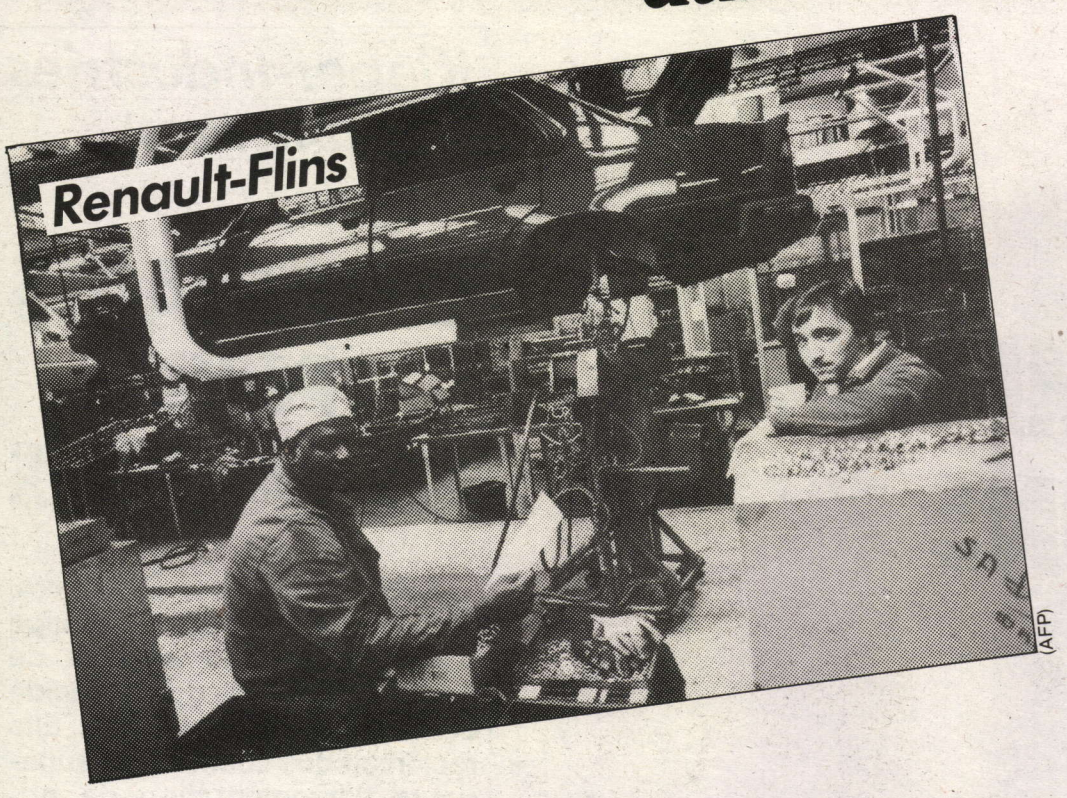
Les grévistes n'ont pas été convaincus et ont continué le lendemain, ainsi que l'équipe de nuit. Le vendredi, le débrayage d'une heure appelé par la CGT et la CFDT a plus ou moins marché suivant les équipes. L'équipe où un militant de la CGT s'était opposé à la grève n'a pas débrayé. Lundi 26, le débrayage de deux heures a continué.

Evidemment, à la réunion de CE, le patron n'a rien cédé. Il annonçait seulement qu'il donnerait une réponse le lendemain à 11 h. Les trois syndicats, CGT, CFDT, FO, ont sorti une affiche pour dire qu'il fallait arrêter les débrayages jusqu'au lendemain 11 h, pour attendre la réponse du patron. Pourtant l'équipe du soir et celle de nuit débrayaient quand même.

Le lendemain à 11 h, le patron donnait la réponse : rien. Les trois syndicats appelaient alors à une heure de débrayage par jour. Certains pensent que ce n'est pas suffisant et que ce n'est pas cela qui fera céder le patron. Cela convient à d'autres, qui disent qu'ils ne peuvent pas faire plus.

Ce qui est sûr, c'est que c'est la réaction d'un petit groupe qui a fait réagir les syndicats et les a obligés à faire quelque chose. Faire quelque chose, oui ; mais préparer les travailleurs à faire ce qu'il faut pour gagner, ça, sûrement pas. Pour cela, c'est seulement sur eux-mêmes, sur leur propre organisation, que les ouvriers peuvent compter.

Correspondant LO



(AFP)

APRÈS LE LICENCIEMENT DES OUVRIERS, CELUI DES SERVEUSES DE LA CANTINE...

A Renault-Flins, la direction de la *SSH,* la *Société de Spécialisations Hôtelières* qui gère les cantines de l'usine, vient d'annoncer qu'elle passait la main à une autre société, la *Sodexho,* et surtout que l'opération devrait s'accompagner d'une réduction d'effectifs de 75 personnes, sur les 165 actuellement employées par la *SSH.*

Cette réduction d'effectifs est présentée comme la conséquence logique de la diminution du personnel ouvrier de l'usine de Flins. De 22 000 salariés en 1978, au moment où la SSH avait pris la gestion des cantines, l'usine est descendue aujourd'hui à 10 600 salariés, par le jeu des diverses mesures de licenciement déguisé prises ces dernières années par la Régie. Mais déjà, en 1986 et 1987, l'effectif de la *SSH* a baissé d'environ 100 personnes par le simple jeu de départs en FNE, de «départs volontaires» ou de l'aide au retour. Eh bien, ça ne suffit pas encore : même aux cantines, la Régie veut que la productivité augmente !

La *SSH* vient donc d'annoncer le «plan social» qui devrait accompagner la reprise de la cantine par la *Sodexho* et qui a été évidemment étudié avec l'accord de la Régie : une *«allocation de reconversion»* de 70 000 F pour ceux qui voudraient quitter l'entreprise, une allocation de 30 000 F pour ceux qui accepteraient de passer d'un emploi à plein temps à un temps partiel de 4 heures par jour, et une allocation de 20 000 F pour un temps partiel de 6 heures par jour ; une *«aide au déménagement»,* une *«aide au reclassement externe»,* une *«aide à la création d'entreprise»,* une *«aide au retour»* pour les immigrés, avec à la base une *«allocation de réinsertion»* de 30 000 F.

Voilà la panoplie déployée pour tenter de convaincre le personnel de s'en aller de lui-même. Et de conclure que *«le nombre de licenciements sera fonction du nombre de volontaires» :* licenciez-vous vous-mêmes, si vous ne voulez pas qu'on vous licencie. On le voit, le plan de licenciements aux cantines est directement inspiré de la Régie et des méthodes utilisées par elle, ces dernières années, pour réduire le personnel ouvrier.

Mais justement, le personnel des cantines refuse ce plan. Depuis jeudi 22 septembre, les serveuses observent une grève de deux heures chaque jour, dans les deux équipes, au moment des repas. La grève est inégalement suivie, mais les quatre restaurants sont touchés. Le personnel de l'usine se débrouille lui-même pour se servir et manger quand même, sans payer puisqu'il n'y a personne pour encaisser. C'est un peu la pagaïe, bien sûr, mais chacun se montre compréhensif. La grève a eu lieu à l'initiative des délégués du personnel des cantines, et elle semble correspondre pour l'instant à ce que le personnel des cantines veut faire. Il met en avant le refus de tout licenciement.

Du côté de la Régie, c'est le silence. Simplement, ici ou là, les chefs se montrent un peu compréhensifs quand leurs ouvriers, suite à ce service perturbé, reviennent avec un peu de retard de «la soupe». Et en effet, pour l'instant, la Régie peut estimer qu'elle s'en tire à bon compte.

Car c'est évidemment elle qui a prévu et négocié ce transfert des cantines de la *SSH* à la *Sodexho,* avec le plan de licenciements qui l'accompagne. C'est elle qui estime que la «productivité» actuelle des cantines n'est pas suffisante : 1 employé pour 28 couverts servis, alors que le «niveau raisonnable» est paraît-il de 1 pour 50. C'est elle qui, en fin de compte, voudrait faire des économies en réduisant la subvention qu'elle verse et qui est actuellement de 33 F par repas. Et c'est elle qui aurait tout à fait les moyens, soit de maintenir cette subvention et l'effectif actuel des cantines, soit de reclasser dans l'usine les personnes en «sureffectif».

Alors, si le personnel des cantines veut obtenir satisfaction, il faudra qu'il fasse pression, non seulement sur son employeur direct, la *SSH,* qui n'est au fond qu'un des comparses, mais aussi sur le principal responsable, la Régie. Et il trouverait pour cela, sans nul doute, le soutien et l'accord du personnel de l'usine lui-même.

Correspondant LO

ASSEZ DE COMPRESSIONS D'EFFECTIFS !

Mardi 27 septembre, la journée d'action interprofessionnelle organisée par la CGT a été marquée aux Ateliers SNCF de Nanterre-la-Folie par un rassemblement régional, essentiellement axé contre la fermeture de ces ateliers. Nanterre-la-Folie, 580 personnes (cadres et bureaux compris), ce sont des ateliers qui entretiennent et réparent les moteurs électriques des rames de banlieue. S'y trouve également un atelier de transformateurs électriques.

Ce n'est plus un secret pour personne : la fermeture de ces ateliers est prévue et la direction l'a annoncée officiellement pour 1995.

Cent personnes au piquet de grève, 400 au rassemblement de 10 h 30 : du rarement vu aux Ateliers, aux dires des présents. Et aux Ateliers mêmes, 60 % du personnel - 80 % à l'Exécution - a suivi le mot d'ordre de grève de la CGT et de la section syndicale CFDT. Il faut croire que les cheminots se sentent à juste titre inquiets des conséquences immédiates pour eux de cette perspective de fermeture, sinon concernés par la fermeture elle-même, qui n'aura lieu que dans sept ans.

Le PCF et la CGT ont axé le rassemblement sur des mots d'ordre comme *«La Folie vivra».* Mais le problème n'est pas celui des Ateliers de Nanterre ! Partout la SNCF concentre, restructure, supprimant ici un triage, là des gares, ailleurs des ateliers. Et le problème est le même partout : la politique de la SNCF, c'est de supprimer des effectifs pour faire travailler plus et dans de moins bonnes conditions ceux qui restent. Dans le seul secteur de l'Entretien, 10 000 emplois ont été supprimés en quelques années ; 40 000 sur toute la SNCF en quatre ans. Alors, l'idée qu'à une politique d'ensemble de la direction il faut une riposte d'ensemble, que l'on ne peut rester isolés ni confinés à un seul site, fait son chemin.

Et si de nombreux travailleurs ont collé les autocollants *«Non à la fermeture de l'atelier»,* un peu partout dans et hors des ateliers, on sent une inquiétude réelle devant l'avenir en général. Et un ras-le-bol couve, bien exprimé par les réflexions de plusieurs travailleurs : *«La grève, c'est bien ; mais reprendre le boulot le lendemain comme si de rien n'était...»,* avec un sentiment de regret et l'envie d'aller plus loin.

Correspondant LO

«UNE AFFAIRE DE FEMMES»

Un film de Claude Chabrol

Ce film est inspiré d'une histoire vraie, celle de Marie-Louise Giraud, qui fut condamnée à mort et exécutée en 1943, parce qu'elle avait pratiqué des avortements. Ce fut d'ailleurs la dernière femme guillotinée en France, pour crime de droit commun.

Une affaire de femmes est donc l'histoire d'une jeune provinciale, Marie, dans la France du maréchal Pétain qui, parce qu'elle est bonne fille, accepte un jour de dépanner une copine.

On pourrait croire que le droit des femmes à choisir librement leur grossesse, et donc à avorter, est aujourd'hui un problème révolu. Depuis 1975 l'avortement est légal en France. Mais, à voir les réactions soulevées par la parution du film, notamment dans les milieux "bien-pensants", catholiques et réactionnaires, parmi ceux qui voient le diable sous les jupes des femmes et qui continuent à l'instar du pape à condamner l'avortement comme *"un crime abominable"*, le problème reste encore d'actualité. Et, de ce point de vue, la riposte de Chabrol, qui fait réciter à Marie en pleine révolte un *"Je vous salue Marie, plein de merde, le fruit de vos entrailles est pourri"*, ne manque pas de piquant.

Mais le mérite de Chabrol est de rappeler cependant, à travers ce qui aurait pu n'être qu'un fait divers, l'arriération, la barbarie de la société française en matière de droit des femmes. Et, en la matière, la période évoquée est une des plus noires, des plus dures qui aient été. C'était les années de la guerre et du régime de Pétain, avec sa devise *"Travail, Famille, Patrie"*. Mais ce sont toujours ces mêmes avocats de l'ordre moral, toujours présents, qui poussent aujourd'hui encore les hauts cris à la sortie de ce film. Dans ce contexte, le film de Chabrol ne manque pas de courage.

Marie, personnage central du film, telle qu'elle est mise en scène et inventée par Chabrol et interprétée par Isabelle Huppert, n'a pourtant rien d'une héroïne, ni d'un porte-drapeau. C'est une femme simple, plutôt fruste. Elle a la vie dure, avec ses deux gosses à nourrir, et pas de travail, un mari au front et qui revient invalide. Elle est jeune et plutôt jolie, elle a envie de s'amuser, mais les temps sont tristes, et encore plus dans cette petite ville de province. Elle a bon cœur. Et elle ne réfléchit pas quand une de ses copines, éplorée, vient la trouver parce qu'elle est enceinte. Marie trouve tout naturel de l'aider. Elle ne s'en vante pas : c'est une affaire entre femmes.

Mais Marie ne supporte pas la misère. Elle voudrait vivre et, pour elle, cela veut dire avoir de l'argent. Ses rêves sont modestes : un appartement plus grand, de la nourriture plus abondante. Et puis elle est coquette et voudrait devenir chanteuse. C'est l'engrenage. Marie se fait payer pour rendre service et elle se montre plutôt âpre au gain. L'argent lui file entre les doigts, elle en devient égoïste et quasi-insensible à tout ce qui n'est pas elle et ses deux enfants. Les dénonciations étaient à la mode : Marie finit par être dénoncée.

Marie est la proie idéale, car elle est naïve, inconséquente. Le procès qu'on lui fait la dépasse. Pour les dirigeants politiques, faire exécuter Marie, c'est faire montre de "rigueur". La guerre est perdue, les hommes sont prisonniers ou au STO, les femmes et les enfants ont faim, mais le gouvernement a des "principes" : il prétend encourager la natalité, la famille, et punir les "avorteuses". Ce même gouvernement qui a fait rafler par sa police les Juifs par milliers, femmes et enfants compris, fait exécuter Marie "pour l'exemple". L'ordre moral est sauf.

Un tableau évocateur, très juste et sensible des années 40.

Cécile BERNIER

Quand les femmes ont fait du droit à l'avortement leur affaire

Le droit à l'avortement est reconnu aujourd'hui aux femmes, mais ce n'est pas aux politiciens de gauche qu'elles le doivent. Ni le Front Populaire, ni le PCF qui participa au gouvernement de 1945 à 1947, ni Mitterrand qui fut ministre de la Justice en 1956 n'ont fait le moindre geste dans le sens d'abroger la loi de 1920, cette loi moyenâgeuse qui condamnait lourdement les femmes qui se faisaient avorter, comme celles ou ceux qui pratiquaient les interruptions de grossesse. Il a fallu que les femmes, elles-mêmes, imposent cette loi de 1975, de haute lutte, après plusieurs années de mobilisation, de procès et de manifestations.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 19000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

CHILI

LE RÉFÉRENDUM DE PINOCHET... ET LA CAUTION DE L'OPPOSITION

C'est dans moins d'une semaine, le 5 octobre, que les Chiliens sont appelés à se prononcer par plébiscite sur le maintien au pouvoir du général Pinochet. Si les «oui» l'emportent, Pinochet pourra garder le pouvoir jusqu'en 1997 avec la caution de la «majorité». Dans le cas contraire, il restera quand même à la tête de l'Etat pendant quinze mois au terme desquels auront lieu des élections générales. Des délégations d'Etats et de partis de nombreux pays se rendront au Chili le temps du scrutin pour vérifier dans quelles conditions se déroule cette consultation organisée par Pinochet et qui pose le problème de son maintien ou de son départ dans des termes qu'il a choisis.

AFP

Manifestation pour le NON à Pinochet.

Bien que ce plébiscite fasse la part belle à Pinochet, puisque même au cas où le «non» l'emporterait celui-ci restera au moins le patron de la période de transition, tous les leaders de l'opposition chilienne, ceux qui résidaient au Chili comme ceux qui reviennent d'exil, ont appelé à y participer. Ce qui revient de toute façon en appelant à voter non, mais en appelant à voter quand même, à se placer sur son terrain.

Hortensia Bussi, la veuve du président Allende, n'a pas manqué à son retour d'exil d'apporter sa voix à un concert de partis et de personnalités qui, de la droite à l'extrême-gauche, se retrouvent du même côté dans la bataille électorale contre Pinochet. Sa première intervention a été pour appeler ses *«compatriotes»* à *«se rencontrer au-delà de ce qui nous a divisés dans le passé afin de construire une patrie pour tous»*, prônant ainsi en quelque sorte l'oubli du passé, des complicités entre les militaires et les politiciens civils qui leur ont laissé les mains libres, et l'oubli – pourquoi pas – des exactions des militaires.

Conscients que demain, si le non l'emporte, ils auront à négocier avec Pinochet, avec l'armée et sans doute aussi d'une certaine façon avec l'impérialisme américain, les dirigeants des partis socialistes, de la Démocratie Chrétienne, et de la droite libérale qui constituent depuis des années une coalition qui prépare l'après-Pinochet, ont cherché à étendre encore un peu plus leurs alliances à droite. La «direction pour le non» qu'ils ont constituée a été largement ouverte à des partis et des personnalités longtemps favorables à Pinochet et soucieux de se refaire une virginité d'oppositionnels.

Parallèlement bien sûr, le Parti Communiste s'est vu une fois de plus évincé, bien malgré lui, de ce regroupement. Condamné à rester isolé avec ses quelques alliés (les deux MIR, quelques groupes démocrates chrétiens de gauche et le Parti Socialiste d'Almeyda), le Parti Communiste a repris le langage critique et d'apparence radicale qui alterne si souvent avec ses offres de services aux politiciens socialistes et libéraux.

C'est ainsi que dans une récente déclaration, un des dirigeants du Parti Communiste chilien, Volodia Teitelboim, a tenu un discours dénonciateur et combatif. *«Nous ne pouvons accepter que la dictature reste un an de plus au pouvoir comme le prévoit la constitution. Ce serait laisser le chat dans la charcuterie»* a-t-il expliqué. Et plus loin, affirmant que le peuple n'aurait pas seulement à voter, il précisait : *«nous devrons défendre le résultat du scrutin par un soulèvement populaire démocratique. Il ne s'agit ni de la prise du pouvoir ni de la révolution ; comme aux Philippines, comme en Corée : le peuple devra se mettre debout»*. Mais ces déclarations radicales dans la forme n'ont pas empêché le Parti Communiste de cautionner le plébiscite, de frapper à la porte de ceux qui l'ont évincé à plusieurs reprises ni de se joindre à la campagne du «non», en alimentant les illusions sur ce qu'un retour à un système parlementaire peut rapporter à la classe ouvrière et aux classes pauvres.

Il est certain qu'une victoire du «non» ouvrirait la porte à des changements dans la vie politique chilienne. Elle préparerait un retour à un régime où les civils réapparaîtraient sur le devant de la scène et où les institutions parlementaires seraient remises sur pied. Tout comme cela a été le cas, sous des formes bien diverses, au Brésil, en Uruguay, ou encore en Argentine où des régimes dictatoriaux ont pris fin il y a quelques années. Mais précisément la situation que les politiciens civils comme Sarney ou Alfonsin ont réservée aux classes pauvres de leur pays est là pour montrer que les civils qui reviennent au pouvoir profitent des illusions des classes populaires sur les vertus du parlementarisme, pour leur imposer à chaque fois une politique de sacrifices au profit de la bourgeoisie et des grands banquiers du monde dont ces pays sont débiteurs.

Les dirigeants de l'opposition chilienne – y compris ceux du Parti Communiste d'ailleurs – savent que si dans un an Pinochet s'en va, ce sera à eux de faire régner l'ordre, à eux d'imposer l'austérité aux classes pauvres. Et c'est bien pourquoi ils ont intérêt à tout faire pour que les masses chiliennes qui ont maintes fois fait preuve de courage, de combativité misent sur les élections, s'engagent dans une transition proposée par Pinochet et l'armée, croient aux vertus du bulletin de vote et fassent confiance aux politiciens civils qui peut-être demain succéderont à Pinochet.

Henriette MAUTHEY

ISRAËL

«TIRER POUR BLESSER»

Un Palestinien de 14 ans abattu en février dernier.

R. Wollman – Gamma

Neuf Palestiniens blessés au cours de manifestations dans le nord du territoire, vingt-neuf Palestiniens blessés par des tirs de soldats israéliens à Gaza : tels sont les chiffres qui sont tombés dès le lendemain d'une conférence de presse du ministre de la Défense israélien, Itzhak Rabin. *«L'armée n'attend plus, elle prend l'initiative (...) et tous ceux qui participent à des incidents violents (...) doivent savoir qu'il y aura davantage de blessés» ; «notre objectif est de faire davantage de blessés (...)»*, en utilisant des balles de plastique, a-t-il déclaré le 27 septembre. Les soldats israéliens sont autorisés à tirer même quand ils estiment que leur vie n'est pas en danger...

Voilà donc où en est l'armée israélienne, neuf mois après le début de la «révolte des pierres». Et quoi qu'en disent les autorités, le mouvement ne semble pas près de se ralentir, malgré la répression, qui a fait pendant ces mois-là deux cents cinquante morts, et des milliers de blessés...

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995